

Sur la guerre du KOSOVO

Nous publions ici l'essentiel d'une discussion concernant l'attitude des révolutionnaires lors de la guerre du Kosovo. Cette discussion a débuté lorsque, le 4 avril 1999, un groupe avec lequel nous collaborions, « *Cinquième Zone* », a émis l'idée que la « *seule issue dans la situation actuelle est l'interposition d'une force internationale au Kosovo* », c'est-à-dire qu'une force d'intervention des grandes puissances impérialistes pouvait jouer un rôle positif, que nous pourrions donc soutenir, voire proposer.

(Cinquième Zone est un groupe qui disait vouloir axer son travail militant en direction des « *banlieues* », des « *quartiers les plus pauvres* », « *où la société capitaliste rejette ceux qu'elle exploite le plus* ». Ce groupe préconisait aux « *catégories les plus pauvres de la population* » « *de reprendre le combat collectif des opprimés contre les oppresseurs* », « *par les armes de l'action politique et syndicale* » par lesquelles « *les générations passées avaient obtenu les améliorations dont nous continuons à bénéficier* ».)

Notre position était, et reste d'ailleurs, que nous ne pouvons attendre une attitude de ce type de la part des forces armées impérialistes. Des camarades de Cinquième Zone seront en désaccord entre eux. Cela explique, en partie, que Cinquième Zone n'ait réellement commencé à nous répondre qu'au bout de cinq semaines (le texte paru entre temps étant plutôt de discussion en interne). Pour faciliter la lecture, nous avons tracé en marge un trait en regard des textes de Cinquième Zone. Nous avons également inséré un exemplaire de nos publications respectives de cette période. Nous ajoutons en annexe le texte du tract de la section syndicale Sud Rail Dépôt Paris Sud-Ouest que nous animions alors.

janvier 2013

27 mars 1999, L'Ouvrier n°96 :

Kosovo : une guerre qui n'a rien d'humanitaire page 2

| 4 avril 1999, La Khalota (Le merdier, en arabe), version européenne page 3

8 avril 1999, Le texte du camarade MR page 5

| 18 avril 1999, Bienheureux mes camarades pour qui les choses sont si simples page 7

| 25 avril 1999 Cinquième Zone n°71 :

| Pendant les bombardements, le nettoyage ethnique continue page 11

5 mai 1999, Cinquième Zone, et le Kosovo page 13

| 15 mai 1999, Réponse à deux courriers page 18

17 mai 1999, Cher Richard page 24

17 mai 1999, Cinquième zone et le Kosovo, un complément page 25

28 mai 1999, Etats d'âme et boussoles page 31

| 9 juin 1999, Chers camarades de L'Ouvrier page 34

*6 avril 1999 Section Sud Rail du dépôt de PSO

la guerre au Kosovo : l'impasse du nationalisme et la solution internationaliste page 37

27 mars 1999
L'OUVRIER n°96

Kosovo : une guerre qui n'a rien d'humanitaire

Non, aucune guerre que peuvent mener les grands pays riches qui dominent le monde, ne peut être humanitaire.

Les grandes puissances avaient fait la guerre à l'Irak en 1991 pour les intérêts de leurs compagnies pétrolières. Mais ce n'est pas parce qu'il n'y a pas de pétrole en Yougoslavie que leur intervention y est plus belle.

Les cinq ou six grands pays qui dirigent le monde ont comme souci les intérêts de leurs capitalistes, leurs sociétés, leurs banquiers. C'est en allant exploiter les peuples au-delà des frontières, que les patrons français, avec les anglais, les américains, les japonais, sont devenus la 4ème puissance du monde. Autrefois, par une colonisation directe ; aujourd'hui, par les affaires de leurs sociétés multinationales.

Grâce à cette exploitation qui se mène discrètement mais efficacement, dans des dizaines de pays pauvres, dans des conditions et pour des salaires scandaleux, Elf et Total, Renault et Peugeot, L'Oréal ou Alstom, le Crédit Lyonnais et Carrefour, font des dizaines de milliards de bénéfices.

Mais l'argent ne suffit pas aux puissants. Il leur faut aussi être craints, et obéis. Or, en Yougoslavie, un dirigeant, tout aussi pourri qu'eux et leurs semblables, Milosevic, leur tient tête sur un point.

Nos patrons, nos banquiers, prennent bien soin d'exploiter et de piller ouvertement les peuples loin d'Europe, ou des USA. Ainsi, ils peuvent nous faire croire que la pauvreté, la misère de ces pays ne sont dues qu'au climat. Et ils évitent aussi d'avoir à subir les conséquences directes des luttes et des révoltes. Or voilà que, depuis des années, Milosevic met à feu et à sang le centre de l'Europe, pour se créer son propre pouvoir, celui de ses capitalistes serbes, et de ses militaires.

Une fois, deux fois, quatre fois, les dirigeants du monde lui ont dit qu'en Europe, il fallait faire les choses autrement, sans choquer, avec discrétion. Milosevic s'en fout. Il sait trop bien de quoi sont capables ces dirigeants qui, à la télévision, n'ont que les mots "paix" et "démocratie" à la bouche, pendant que leur pognon, leurs ventes d'armes, leurs crédits mettent la planète à feu et à sang.

Milosevic est une crapule, mais il a tout appris de ces aînés. Au début des années 1990, il se fait un nom en attisant la haine des Serbes, en leur promettant le bonheur à condition de mettre dehors les Albanais, nombreux au Kosovo.

Milosevic ne se contente pas de paroles, car il sait que les peuples ne se mettent pas à s'entretuer comme ça. Il va multiplier pendant des années les attentats, les provocations, jusqu'à ce que le sang coule, exprès, pour que la haine fasse voir rouge, et oblige tous les Serbes à se mettre derrière lui.

Milosevic n'a rien inventé. Il ne fait que reprendre le patriotisme, le nationalisme, déjà utilisé, de la même manière par les dirigeants des grands pays. La France et l'Allemagne ont ainsi été entraînées dans 3 guerres en moins d'un siècle, avec les mêmes arguments.

La guerre au Kosovo, non seulement a toutes les chances de souder le régime de Milosevic, mais elle pourrait provoquer une nouvelle guerre, en Macédoine cette fois, où

les Albanais du Kosovo ne peuvent qu'aller se réfugier. Car là aussi, le sang, la peur, sont là, prêts à être utilisés par d'autres dirigeants.

Il y aurait un moyen très simple de faire plier les dictateurs comme Milosevic ou Saddam Hussein, de les couper de leurs populations, au lieu de les souder à eux ; ce serait d'apporter aux gens des aides matérielles et financières importantes, qui amélioreraient vraiment leur sort. Au lieu d'envoyer des bombes sophistiquées, qui coûtent peut-être aussi cher. Mais ce n'est pas le souci des dirigeants de ce monde.

Une vie humaine entre les peuples est possible, et urgente. Elle passe par la décision par nous-mêmes, les peuples, de nous doter de tout autres dirigeants : des gens du peuple, des pauvres, contrôlés par nous, et non par le monde de rapaces qu'est celui des riches.

4 avril 1999

LA KHALOTA (LE MERDIER, EN ARABE), VERSION EUROPENNE.

Les bombardements de l'OTAN sur la Serbie et la purification ethnique serbe au Kosovo sont des épreuves de vérité. Qu'on coasse dans un sens ou dans l'autre n'économisera pas une goutte de sang, ni du pire ni du meilleur. Il faut pourtant s'engager clairement et publiquement.

Renouant avec la tradition du nationalisme serbe, le régime du post-stalinien Milosevic né sur les décombres de la Yougoslavie titiste a entrepris depuis dix ans de rétablir sur la région la fêrue Tchetnik. Milosevic est la version balkanique de Jinnovski. Le pseudo-rouge a viré au brun.

La disparition de Tito puis l'effondrement des Démocraties populaires et les effets de la crise économique ont ouvert la boîte de Pandore en ex-Yougoslavie. Les antagonismes nationaux contenus un demi siècle durant par le régime titiste se sont débridés, la Yougoslavie s'est disloquée. Dès lors, le mythe de la reconstitution d'une Grande Serbie rassemblant tous les Serbes, dispersés sur le territoire de l'ex-Yougoslavie a servi de prétexte aux revendications territoriales et de tremplin à l'ultra-nationaliste Milosevic pour se maintenir au pouvoir tandis que, de façon symétrique, les mêmes ressorts étaient utilisés dans d'autres républiques par d'autres démagogues. Mais le rapport des forces a fait que le plus souvent les Serbes ont été les oppresseurs, les autres les opprimés.

S'ils étaient restés des affaires intérieures yougoslaves, ces affrontements n'auraient pas posé davantage de problèmes aux occidentaux que tant d'autres conflits dont on ne perçoit que vaguement et occasionnellement l'écho.

Mais on est en Europe, dans les Balkans, il s'agit de l'ex-Yougoslavie : la question ne pouvait être traitée (ou ignorée) comme celle du Kurdistan ou de Timor. Les conflits ont été médiatisés, les gouvernements n'ont pu les ignorer, d'autant que les liens traditionnels entre les puissances européennes et les nationalités yougoslaves pèsent ("amitié" germano-croate, franco-serbe, récemment illustrée par l'arrestation d'un officier supérieur français livrant des renseignements à ses homologues serbes).

Depuis l'effondrement de l'ex-URSS, les USA sont l'unique gendarme du monde. Ils décident au cas par cas d'intervenir (ou pas) dans les conflits régionaux en fonction de leurs intérêts, et d'eux seuls. Mais de nombreuses composantes entrent dans la définition de ces intérêts (localisation du conflit, forces en présence, enjeux économiques, politiques, militaires, prestige, etc). Au Rwanda, au Kurdistan, à Timor, ils ont choisi de laisser faire les satrapes locaux.

De l'Adriatique au lac Baikal, antagonismes nationaux, ethniques, religieux, linguistiques, culturels, etc, tracent une traînée de poudre qui, de proche en proche, peut embraser la planète. Dans les Balkans, aux marges immédiates de l'un des pôles de la Triade, les grandes puissances se sont retrouvées entraînées dans le conflit, quelles qu'aient été leurs réticences et leurs hésitations.

Pourtant, les imposants moyens mis en œuvre sous couvert de l'ONU en Bosnie, de l'OTAN aujourd'hui pour le Kosovo, ne visent pas à faire respecter le droit des peuples. Les troupes de la Forpronu ont assisté des mois durant, l'arme au pied, à la purification ethnique en Bosnie. L'OTAN bombarde aujourd'hui la Serbie... mais laisse le Kosovo aux Tchetniks.

A elles seules, les frappes aériennes ne visent pas à protéger les Kosovars. Elles n'aboutissent qu'à précipiter et à rendre plus brutale la répression serbe. L'affaire du Kosovo est en réalité le prétexte au bras de fer engagé avec le régime serbe. Milosevic le perdra. Mais le peuple du Kosovo n'en sera pas sauvé pour autant.

Comment poser le problème pour tenter de s'y retrouver ?

1) Les frappes aériennes de l'OTAN visent à faire plier le genou au régime de Belgrade. Milosevic a désobéi à l'impérialisme, il doit être puni. La protection des kosovars est le prétexte à l'intervention de l'OTAN, pas son objectif.

2) L'oppression serbe et la purification ethnique au Kosovo comme hier en Bosnie sont intolérables. Nous sommes pris dans un piège.

Manifester contre l'intervention impérialiste et contre les bombardements sur la Serbie ? C'est apporter un soutien indirect à Milosevic et permettre la déportation des Kosovars. Non pas militairement. Les forces de l'OTAN ne sont pas gênées par ces manifestations. Mais politiquement : le régime de Milosevic tire une légitimité de ces manifestations, quelles que soient les slogans se démarquant aussi de la répression au Kosovo. La présence des nationalistes serbes et d'une partie de l'extrême-droite française dans les cortèges en témoigne.

Réclamer une intervention terrestre au Kosovo ? Les Occidentaux y viendront peut-être s'ils le jugent conforme à leur intérêt. Mais, pas plus que dans l'actuelle phase des frappes aériennes, les intérêts des peuples n'entreront dans les calculs des États-majors.

Condamner l'impérialisme, soit. Mais que faire pour empêcher Milosevic de sévir ?

D'abord la litanie des regrets, justes, certes. Mais qui ne servent à rien aujourd'hui : que les manifestations d'opposants aient échoué à renverser Milosevic en 1996, 1997, que la politique de l'UCK ait jeté de l'huile sur le feu au lieu de s'adresser aux Serbes.

On peut déplorer l'absence de conscience socialiste et l'inexistence d'organisations internationalistes en ex-Yougoslavie et ailleurs qui ont conduit à l'impasse actuelle. On peut, comme la LCR l'avait fait à propos de la Bosnie, avancer l'idée de Brigades internationales s'interposant au Kosovo. Tout cela est juste. Mais ne sert à rien et n'empêchera pas un kosovar d'être massacré ou expulsé.

La seule issue dans la situation actuelle est l'interposition d'une force internationale au Kosovo pour séparer les combattants et permettre aux réfugiés kosovars de regagner leurs villages et villes (assortie d'aides à la reconstruction de ce qui a été détruit).

[Il ne s'agit pas de prendre pour argent comptant les informations distillées par la télévision et la presse. Les victimes civiles des bombardements en Serbie sont sans doute plus nombreuses qu'il n'est dit. Les allusions à un "génocide" en cours au Kosovo sont sans doute exagérées.

En réalité, il est possible que tout cela corresponde à un plan délibéré des puissances occidentales qui savaient que le déclenchement des bombardements accélèreraient l'épuration au Kosovo. Mais qui ont prévu, pour régler la question, une partition (de

fait ou de droit) de cette province : le nord, ses monastères "sacrés" et ses mines restant à la Serbie, le sud désertique et montagneux, aux Kosovars.

MR.
04 04 1999

8 avril 1999

Le texte du camarade MR (4/4/99, disponible sur Intemet) dit vouloir rechercher une position efficace, là où les autres ne font que des "litanies". Cette préoccupation est parfaitement juste. Les positions proposées par les divers groupes mentionnés (LO, même si ce n'est pas dit directement, la LCR) ne servent à rien, dit-il, et cela "n'empêchera pas un kosovar d'être massacré ou expulsé". Certes.

Mais pour commencer, le problème est-il d'empêcher les kosovars d'être massacrés et expulsés ? C'est la télévision et sa propagande qui nous indique ce problème comme primordial, et nous l'agite des heures durant comme un chiffon rouge devant un taureau. Mais derrière le tissu rouge, il y a l'impérialisme qui le tient en main. Et nous savons nous que cet impérialisme tue chaque jour 10 000 gamins des pays pauvres (Yougoslavie incluse), rien que par ses lois économiques. Mais la télévision ne parle que de ce que les impérialistes choisissent de dire, ou noient le reste dedans.

Je ne suis ni cynique, ni insensible aux souffrances des kosovars. Mais je sais trop qui sont nos impérialistes, et à quel point nous ne pouvons leur faire confiance pour rien. Et je ne crois nullement qu'ils seraient même capables d'œuvrer de manière humaine si même nous leur imposions de mettre en œuvre "l'interposition d'une force internationale au Kosovo".

Le camarade ne le précise pas, mais le sens de sa démonstration l'indique : en l'absence de forces ouvrières, c'est d'une force bourgeoise dont il veut parler. Mais pour ne parler que de la France, c'est la génération actuelle de nos militaires et de nos politiciens qui a suivi au Rwanda la montée en puissance de la préparation systématique du génocide, (que j'ai tendance à appeler la solution fasciste en pays pauvre), qui l'a soutenue, couverte, et qui, une fois le massacre déclenché (500 000 morts), a mis en place une zone humanitaire qui n'a servi qu'à permettre la fuite des tueurs, et plus particulièrement des responsables et des organisateurs.

Alors, quitte à utiliser notre énergie à réclamer quelque chose, je préfère que nous l'utilisions pour, au contraire, dire et redire que, non, décidément, il n'y a pas de solution, pas une seule, si on compte sur nos gouvernants et leurs états. C'est en disant cela qu'on a une chance de trouver des militants qui n'auront plus d'illusion dans le réformisme, et qui voudront, avec la trempe nécessaire, venger le Kosovo et bien d'autres saloperies.

L'efficacité, je n'en trouve pas dans la situation actuelle. Je n'en conclus pas qu'il faut se lamenter, regretter l'absence de parti révolutionnaire, etc. Je pense simplement que sans une force ouvrière, il n'y a pas de solution. Mais je pense en même temps que la vérité est révolutionnaire, et j'essaie d'œuvrer à dire la vérité aux travailleurs : vous

devez vous y mettre, justement parce qu'il n'y pas ce qu'il faut, et parce que c'est votre vocation de le faire !

Ce n'est malheureusement pas la première fois qu'on doit vivre ce genre de situation, où l'on est impuissant à agir. Là, oui, nous ne pouvons que prendre les coups, sans les rendre. Et je suis aussi d'accord que les manifestations actuelles sont ambiguës, et ne gênent en rien l'action des militaires ni des politiques. Si nous y allons, c'est là aussi pour chercher à défendre un autre point de vue, c'est pour dire qu'il faut que des gens se lèvent pour le combat que nous leur proposons.

Le camarade conclut en disant qu'il est possible que tout cela (les déportations, les crimes au Kosovo) "corresponde à un plan délibéré des grandes puissances qui savaient" d'avance la réaction de Milosevic, et l'ont, d'une certaine manière, utilisé dans leur plan. Oui, l'OTAN connaissait ce plan. On voit dans le Vrai Journal (Canal plus du 4/4) un officier de l'OTAN dire qu'ils connaissaient ce plan de Milosevic, que ses émissaires à Rambouillet ne le cachaient même pas.

Eh bien, c'est cela que je veux dire aux futurs militants: Milosevic et Chirac ou Blair se partagent le boulot de gouvernants du monde, et sur le fond sont bien d'accord, et sont d'abord complices dans ce travail de crapules. Chirac garde les mains propres, et sous-traite la partie dégueulasse du même travail par les dirigeants des pays pauvres. Car leur collaboration est indispensable au maintien de l'ordre mondial. Oui, ils se disent tout ou presque. Et de toute manière, ils se tiennent par des intérêts financiers communs (la relation créancier-débiteur nécessite que les deux survivent).

J'ajoute que ce n'est pas par égoïsme de parti que je dis tout ceci et que je choisis cette position. Je ne me dis pas : "profitons de cette situation pour recruter". Pas plus que je ne le fais lors d'une grève par exemple. Mais justement, lorsqu'une grève se déclenche, je cherche parmi les travailleurs présents, quelle que soit la situation, quelle que soit leur préparation, politisés ou pas, etc., à solliciter leur bonne volonté, leur engagement, car je suis persuadé que c'est d'abord la situation et les nécessités qu'elle impose qui peut faire que des travailleurs s'y mettront : à condition qu'on le leur demande vraiment.

Et j'ai bien peur que l'attitude proposée par le camarade dans son texte nous fasse oublier que, oui, c'est le moment d'aller voir les travailleurs et de leur dire : voilà le monde comme il est fait, il faut ouvrir les yeux et y mettre nos tripes, camarade.

J'ajoute que je ne compte pas non plus sur l'UCK pour être un véritable protecteur de la population albanaise. Je pense que MR n'a pas plus d'illusion, mais je le mentionne ici car une lecture rapide de la presse d'extrême-gauche semble indiquer que, des anciens maoïstes à la LCR, c'est de ce côté-là qu'on fonde des espoirs.

On a vu maints exemples depuis le début des guerres de Yougoslavie il y bientôt dix ans, où une milice, une armée d'un peuple (pour parler le langage des journalistes, mais faut-il redire que serbes et croates sont un même peuple par exemple) n'hésitait pas à laisser massacrer sa propre population pour faciliter la tâche de fabrication d'un territoire d'un seul et unique peuple, ce qui est leur programme. Leur nationalisme exacerbé va jusque là : ils préfèrent que leur peuple soit mort que vivant en collaboration avec un autre. Sauf preuve

contraire, l'UCK semble bien partie pour agir avec les mêmes ressorts, et en tous cas, elle n'offre aucune perspective au peuple serbe par exemple.

Pour conclure, je ne crois pas que ce qui anime les manœuvres militaires et politiques de l'OTAN et de l'impérialisme soit, ou puisse être d'un niveau de civilisation supérieur à ce qui anime celui de dirigeants féodaux. L'impérialisme n'apporte aucun progrès, il s'accommode au contraire de tous les restes du Moyen âge. Pire, on est en train de découvrir avec la Yougoslavie, l'Afrique, etc., à quel point le monde bourgeois a finalement bien peu (en surface et en profondeur) déraciné le vieux monde du Moyen âge. Ses interventions, disons au moins depuis l'effondrement de l'URSS, n'ont jamais eu comme objectif ni comme effet d'enlever aucune de ces racines, qu'il laisse au contraire renaître et se développer.

Verso 8/4/99

18 avril 1999

BIENHEUREUX MES CAMARADES POUR QUI LES CHOSES SONT SI SIMPLES.

Etat des lieux

Depuis le 24 mars 1999 la Serbie est sous les bombes. Outre les objectifs militaires (casernes, centres de commandement, radars, batteries de DCA et de missiles, etc), tout ce qui susceptible d'être "stratégique" -et tout l'est- est pilonné. Par crainte de voir l'opinion publique des pays occidentaux se révolter devant des frappes massives et aveugles, l'OTAN semble prendre soin de n'occasionner que le minimum de pertes civiles. Cela étant, rien ne garantit qu'après quelques semaines de "prudence" pour accoutumer aux bombardements, elle n'en viendra pas à des actions beaucoup moins "ciblées". Quoi qu'il en soit, les destructions sont d'ores et déjà énormes. Aéroports, ponts, voies ferrées, émetteurs de radio ou de télévision, centraux téléphoniques, raffineries, dépôts de carburant, usines automobiles, pharmaceutiques ou de tabac, tout fait cible aux monstrueuses merveilles technologiques. A la guerre "propre" succéderont des années de privations et de misère dans un pays dévasté. En Serbie, c'est la guerre, la vraie.

Au Kosovo, c'est la guerre aussi. Une guerre d'un autre âge. Lancées dans le "nettoyage ethnique" l'armée, la police et les hordes paramilitaires serbes incendient, massacrent ou se livrent à de sinistres simulacres, violent, rackettent et pillent pour, ville après ville, selon un plan ordonné, terroriser la population kosovare et la jeter sur les routes de l'exode.

Deux problèmes imbriqués.

Depuis la disparition de Tito (1980), sous l'effet de la crise économique qui a appauvri les populations, du fait de l'intervention des grandes puissances qui mènent leur propre jeu, les micro-nationalismes ont refléuri, nourris de décennies, voire de siècles d'antagonisme nationaux, religieux et "ethniques". Les démagogues, Tudjman en Croatie, Milosevic en Serbie, etc, ont dressé les populations les unes contre les autres pour asseoir leur pouvoir. La Slovénie, la Macédoine et la Croatie ont pris leur

indépendance tandis que les Bosniaques subissaient, pendant des années, sous l'oeil des télévisions occidentales et des soldats de l'ONU, une "purification ethnique" massive.

La fièvre nationaliste ne semble épargner aucun des peuples de la région. Il faut, c'est un devoir élémentaire, mener une action de contre-propagande, d'éducation contre le nationalisme, contre tous les nationalismes, les grands et les petits. C'est vrai pour l'ex-Yougoslavie, le Kurdistan, le Rwanda ou la France, les Etats-Unis, l'ex-Union soviétique et à peu près toutes les régions du monde.

Mais à l'évidence, cela ne suffit pas. L'explication est juste, évidemment. Mais elle est valable dans toutes les situations, tous les pays, à toutes les époques. Elle ne saurait dispenser d'essayer de comprendre ce qui se joue dans chacune des crises ou des guerres.

Dans l'affaire yougoslave, même s'ils doivent tous être combattus, tous les nationalismes n'ont pas le même pouvoir de nuisance. Le nationalisme serbe est oppresseur, le bosniaque et le kosovar sont aujourd'hui des réactions de défense.

Puissance régionale dominante, hantée par le mythe de la Grande-Serbie ressuscité par Milosevic, la Serbie s'est retrouvée en situation d'oppresseur. On se souvient des atrocités commises en Bosnie au nom de la pureté ethnique des régions habitées par des Serbes. Quand les soudards de Mladic violaient les femmes bosniaques pour faire de beaux bébés serbes, que fallait-il dire ? "Le nationalisme, c'est pas beau, aimez-vous les uns les autres" ? A l'évidence, notre solidarité allait aux Bosniaques en tant que peuple opprimé. Il en va de même pour le Kosovo peuplé à 80% de Kosovars, à 10% des Serbes et à 10% d'autres nationalités. Voilà 10 ans que Milosevic a entrepris d'y mettre en place une sorte d'apartheid feutré : suppression de l'autonomie dont le Kosovo bénéficiait depuis 1974, suppression de son parlement, interdiction de sa langue, obligation d'enseignement en Serbe avec les programmes serbes préférence nationale serbe à l'embauche, licenciement des fonctionnaires kosovars, et, depuis un an, exactions de la police, de l'armée puis des milices destinées à provoquer l'exode des Kosovars. 200 000 personnes (10% de la population) avaient déjà été "nettoyées" et contraintes à l'exil avant l'intervention de l'OTAN.

Dans le conflit entre les "ethnics cleaners" serbes et les Kosovars, notre solidarité va, à l'évidence, aux seconds et à ceux qui résistent.

Le pacifiste Rugova qui avait essayé d'incarner la résistance kosovare est aujourd'hui dépassé et, selon toute probabilité, condamné à jouer le rôle de London dans l'Aveu, version Milosevic. Exaspérés des exactions serbes et devant l'incapacité du mouvement de Rugova à les enrayer, des jeunes (qu'on dit, à l'origine, inspirés par les idées du vieux leader stalinien Enver Hodja) ont pris le maquis en créant l'UCK (Armée de libération du Kosovo). On ne sait pas grand chose d'eux sinon qu'ils ne sont certainement pas révolutionnaires et encore moins internationalistes. Sans doute sont-ils aussi nationalistes que les Serbes et peut-être aussi peu démocrates que Milosevic. Mais par quel moyen, par quel miracle auraient-ils pu trouver les voies de l'internationalisme ? Le mouvement ouvrier international et le mouvement révolutionnaire ignoraient même leur existence, ou presque. Et, aujourd'hui encore, alors que des centaines de milliers de Kosovars sont chassés comme du bétail, sur les routes, dans les bois ou dans des camps, personne ou presque, à l'extrême-gauche, n'a rien à leur dire, si ce n'est, pour sauver la face et se donner bonne conscience, inscrire sur une banderole "Autodétermination du Kosovo".

Une intervention impérialiste.

Il n'était pas possible pour les grandes puissances de laisser se développer en ex-Yougoslavie l'une de ces guerres oubliées qu'il laisse s'éterniser dans les zones dont il

se désintéresse. Il s'agit de l'Europe, des Balkans, poudrière européenne où, du fait de l'imbrication des populations, chaque conflit retentit sur les pays voisins, particulièrement dans un contexte de crise sociale et politique qui frappe les populations et fragilise les Etats. De proche en proche, c'est la stabilité de tout le continent qui est menacée. Les grandes puissances européennes, et les Etats-Unis par contrecoup ont été conduites à intervenir diplomatiquement et, aujourd'hui, militairement.

Placés sous l'oeil des caméras de télévision, l'expansionnisme serbe et les opérations de "purification ethnique" pouvaient d'autant moins être ignorés que l'émigration yougoslave en Europe est ancienne et importante. Les gouvernement occidentaux ont prié Milosevic d'être plus discret.

En pure perte. Il avait bâti sa carrière politique post-titiste sur le nationalisme serbe. Accepter les conseils ou céder aux injonctions de quelques gouvernements "démocratiques" et "lâches" aurait risqué de ruiner le fonds de commerce nationaliste sur lequel il prospère. Sous-estimant la détermination des occidentaux ou pris au piège de sa propre propagande, Milosevic a choisi de passer outre et de défier publiquement l'OTAN. Qui ne l'a pas accepté. Après avoir tergiversé des années en Bosnie, les gouvernements impérialistes ont refusé d'encaisser aussi l'affront kosovar. Ils se sont résolus à sanctionner le tyran des Balkans en martyrisant le peuple serbe.

Parce que, tout le monde le dit, et c'est vrai, ce n'est pas pour sauver les Kosovars et libérer les Serbes d'un tyran que l'OTAN bombarde la Yougoslavie. C'est pour faire céder Milosevic. Comme pour Saddam Hussein, l'objectif est de lui faire plier le genou pour que le monde entier, les aspirants Saddam ou Milosevic mais aussi les peuples, sache qui commande ici bas.

Dans l'épreuve de force entre les grandes puissances impérialistes et la Yougoslavie, il faut, comme tout le monde à l'extrême-gauche l'avait fait au moment de la Guerre du Golfe, condamner l'intervention impérialiste.

Si la question kosovare et le problème de l'intervention de l'OTAN contre la Serbie pouvaient être séparés, ils seraient simples : l'arsenal des positions traditionnelles de l'extrême-gauche fournit des réponses toutes prêtes. Toute la difficulté provient du fait qu'elles ne peuvent pas être séparées : on se trouve face à deux conflits entremêlés dont les acteurs sont les mêmes.

"Contre les bombardements"; réponse facile.

Devant ce casse-tête, le PCF et les principaux groupes d'extrême-gauche ont évacué la difficulté.

Le PC a retrouvé ses, vieux réflexes: "Yankee, go home!" avec, chez les nostalgiques du stalinisme, une solidarité confuse avec les anciens "pays frères", le tout assorti de considérations nationalistes sur "notre armée" mise aux ordres de l'OTAN et les atteintes à la "souveraineté française".

Le PT a lui aussi repris ses classiques : il fait signer une pétition "Non à la guerre" (il n'a pas osé le "Quelle connerie la guerre" cher au PC) où il demande "l'arrêt des bombardements et des interventions impérialistes", le "retrait des troupes" et le "droit de tous les peuples et de toutes les nations à disposer d'eux-mêmes", allusion, on suppose, au Kosovo.

La LCR, elle, a bien senti que se limiter à demander l'arrêt des bombardements de l'OTAN revenait à laisser les mains libres à Milosevic au Kosovo. Bientôt suivie par LO, elle assortit donc systématiquement sa condamnation de l'intervention impérialiste de la "revendication" d'autodétermination du Kosovo.

"Contre l'OTAN et contre Milosevic" insiste-t-elle, désireuse de condamner aussi bien la barbarie des bombardements que celle de la "purification ethnique". Pourtant, cette égalité n'est que de façade. Il y a, en effet, dans l'attitude de la Ligue et de LO, des gestes réels (et qui ont leur efficacité, on y reviendra) dans l'opposition aux frappes de l'OTAN alors qu'il n'y a que vent et propos en l'air pour ce qui concerne le Kosovo.

Arrêt des bombardements, autodétermination du Kosovo : un équilibre de façade !

Deux manifestations ont été organisées à Paris contre l'intervention de l'OTAN. Elles ont rassemblé le PC, le PT, la LCR et LO... mais aussi des nationalistes serbes qui ont bien compris que leur objectif était l'arrêt des bombardements, ce qui, de fait, permettrait à Milosevic d'achever paisiblement son travail au Kosovo

Les manifestations contre la guerre ont (ou du moins voudraient avoir) une efficacité contre l'intervention impérialiste. Elles sont, pour le moment, très minoritaires en France. Mais elles ont rassemblé des dizaines de milliers de personnes en Italie et en Allemagne. Nul doute que gouvernements et Etats-majors en tiennent compte : les longues explications du Secrétaire général de l'OTAN ("L'opinion doit comprendre", "elle ne se retournera pas") après le bombardement d'une colonne de réfugiés kosovars en témoignent. Cette préoccupation pèse sur la détermination de leur stratégie.

Certains membres de l'OTAN mesurent (ou refusent) leur engagement : la Grèce, la Hongrie, l'Italie. Il n'est pas dit que des manifestations importantes contre la guerre ne les conduiraient pas à s'en désolidariser, voire, de proche en proche, à la suspension des bombardements. Ce serait une victoire sur l'OTAN, à coup sûr. Mais qui bénéficierait de cette victoire ? Les Kosovars livrés aux troupes de Milosevic ou condamnés aux camps ? Non, bien sûr. Le peuple serbe préservé des bombes et des missiles ? Sans doute. Mais qui, en contrepartie aurait à subir la botte du véritable vainqueur, Milosevic.

Ce sont là des spéculations et la situation n'évoluera probablement pas dans cette direction. Mais il n'empêche que ce sont des questions qui doivent être posées.

Les manifestations contre la guerre font donc partie des éléments pris en compte à Bruxelles, à Washington, à Paris et dans tous les Etats-majors. Y appeler, y participer est un geste politique qui pèse concrètement sur la situation. La revendication d'"autodétermination du Kosovo" affichée sur les banderoles ne pèse rien. Des mots ! Du vent !

Tout le monde le sait, Alain Krivine et Arlette Laguiller les premiers, que Milosevic et les siens se contrefichent de savoir que leurs banderoles portent symétriquement "Arrêt des bombardements" et "Autodétermination du Kosovo". Milosevic sait que les manifestations peuvent gêner l'OTAN. Mais tout le monde sait, et lui mieux que quiconque, qu'il s'assoit sur les vœux pieux des manifestants concernant le Kosovo.

De la façon dont elles se déroulent, ces manifestations sont un piège. Elles ont une efficacité (à leur échelle) contre l'OTAN. Mais la revendication de liberté pour les Kosovars n'est qu'un mot sur du tissu ou du papier, dérisoire et pathétique. On ne peut pas s'en satisfaire, courir le risque de passer pour les supplétifs de Milosevic et surtout n'avoir à répondre que par des mots creux qui ne donnent même pas bonne conscience, au drame des centaines de milliers de réfugiés, et à la classe ouvrière kosovare.

Le seul moyen de sortir de ce piège dangereux est, certes, de manifester contre les bombardements de l'OTAN, mais en essayant d'avoir une action politique, autonome en faveur des Kosovars.

Secours ouvrier pour le Kosovo

Dans les premiers jours de l'intensification de l'épuration ethnique qui a suivi le déclenchement des bombardements, des syndicalistes kosovars ont envoyé un appel au secours au mouvement ouvrier (adressé aux militants britanniques qui avaient organisé, il y a quelques années, les convois du Secours ouvrier pour la Bosnie). Nous (moi, en tout cas) ne savons pas grand chose de ces syndicats. Leur appel a été relayé par les syndicats écossais. Il semble qu'un premier convoi doive partir pour le Monténégro le 20 avril. Cette initiative est connue dans l'extrême-gauche. *Rouge* l'a mentionnée, *Voix des Travailleurs* l'a publiée sous forme de tribune. Pour le reste, silence. Arlette Laguiller et Alain Krivine multiplient les meetings, ils ont la parole dans les médias. Ils répètent, ils martèlent "Autodétermination du Kosovo". Mais n'ont pas un mot sur l'action concrète, même à échelle réduite, de solidarité ouvrière avec les victimes du "nettoyage ethnique".

Peut-être l'idée d'un convoi pour le Kosovo n'est-elle pas la meilleure forme que puisse prendre la solidarité ouvrière avec le Kosovo. Sans doute ce geste n'aura-t-il qu'une portée symbolique. Mais les symboles ont aussi leur importance, surtout quand on n'est pas en mesure de faire plus. Et, quoi qu'il en soit, répondre à cet appel permettrait de sortir du platonisme actuel des banderoles "Autodétermination du Kosovo".

Placées sous le double signe de la lutte contre l'OTAN et de la solidarité active avec le Kosovo, les manifestations contre la guerre changeraient de caractère. Occasion de collectes, de gestes militants actifs (organisation des convois, meetings de solidarité, démonstration, drapeau rouge en tête à la frontière, etc) en faveur du Kosovo, les nationalistes serbes seraient empêchés d'y participer. Le PC aurait à choisir. Nombreux sont ceux (dont moi !) qui (tout en ne soutenant pas l'OTAN, est-il besoin de le préciser) n'ont pas participé aux manifestations contre la guerre parce qu'ils refusaient de ne rien faire (de fait) sur le Kosovo et qui le feraient avec une position claire sur les deux aspects de la question.

Il est indispensable de tenir les deux bouts de la chaîne. Et pas seulement platoniquement ! Contre l'intervention impérialiste, oui ! Mais aussi, concrètement, matériellement, solidarité avec le Kosovo.

M.R.

18 04 1999

25 avril 1999

CINQUIEME ZONE N°71

PENDANT LES BOMBARDEMENTS, LE NETTOYAGE ETHNIQUE CONTINUE

Une guerre courte, avait annoncé l'OTAN. Juste quelques frappes bien ciblées, en passant, presque, disaient-ils. Voilà maintenant un mois que nuit et jour les bombardiers et les missiles ravagent toutes les installations indispensables (ponts, voies ferrées, usines, centrales électriques, dépôts de carburants) en Yougoslavie. Quant à l'armée serbe, merci, elle va bien. Et elle poursuit son "nettoyage ethnique" de printemps, assassinant les Kosovars qui ne fuient pas assez vite, incendiant les maisons, violant à l'occasion. La moitié d'entre eux a été déportée vers l'Albanie et la Macédoine submergées.

Devant les images à la télévision, c'est à chialer. Comment se bourrer paisiblement de chips quand les bombes pleuvent et que les hordes barbares massacrent. On est pris au piège. De quelque côté qu'on se tourne, les "sauveurs" ont des gueules et des cartes de visite à figurer dans des films d'épouvante. Entre les "technologic cleaners" de l'OTAN qui effacent tout sans se salir les pattes et les "ethnic cleaners" de Milosevic qui travaillent au coutelas, pas moyen de choisir. La seule différence entre eux est que les uns manient le joy-stick: du bombardier furtif tandis que les autres se contentent des manettes du char et font le reste à la main. Mais tous servent la cause de leurs maîtres, celle des "chefs", présidents, généraux, dictateurs ou pas, pour qui les peuples sont de la chair à profits dans les périodes ordinaires, de la chair à canon quand il faut les sacrifier à la patrie. La barbarie qui s'étale en direct au J.T. est à l'image d'une société où, au nom du fric et de la patrie, toutes les atrocités sont permises. Avec pour faire avaler le tout aux moutons qu'on conduit à l'abattoir, la berceuse du "On ne peut pas faire autrement" sur l'air des hymnes nationaux.

Il faut le savoir. Ne pas être dupe de ce que débitent les clowns tragiques qui gouvernent. Et savoir aussi qu'il faudra les empêcher d'agir si on veut cesser un jour d'être les témoins écoeürés (ou pourquoi pas, demain, les acteurs sanglants) des tragédies qu'ils provoquent.

Mais en attendant, la guerre est là, en Europe et on ne peut pas se contenter de dire que tout ça c'est bien triste, que c'est la faute des nationalismes (ce qui est vrai !) et qu'on n'y peut rien (ce qui est faux). Condamner les bombardements de l'OTAN ? Oui, parce qu'ils réduisent en cendres ce qui fait la vie quotidienne des Serbes sans empêcher les atrocités de Milosevic au Kosovo. L'action de l'OTAN ne vise pas à protéger les Kosovars mais à mettre Milosevic à genoux. Mais ce n'est pas assez. Obtenir seulement l'arrêt de l'intervention de l'OTAN reviendrait à laisser les mains libres au chef-boucher de Belgrade pour achever son sale boulot au Kosovo et ailleurs. Il faut aussi que s'exprime, efficacement et pas seulement par des positions de principe, la solidarité avec le peuple kosovar, sur le plan militant et politique. Répondant à l'appel désespéré de syndicalistes kosovars, des organisations et des militants syndicaux, en Ecosse, en Italie mais aussi en France, des associations aussi, ont appelé à la solidarité des peuples et des travailleurs - des jeunes aussi !- avec tes kosovars. Au-delà de l'aide apportée par les organisations humanitaires, la solidarité des opprimés entre eux doit exister. Les bombardements des populations serbes et la "purification ethnique" au Kosovo ne sont pas des images virtuelles. Il est important que la solidarité du mouvement ouvrier ne reste pas elle non plus, virtuelle ou simplement verbale.

NATIONALISME OU IMPERIALISME

Il y a plus d'un siècle, quand un ouvrier, épuisé par 14 heures de travail, avait une main broyée par une presse, son seul recours était une collecte parmi ses camarades. Puis, sans travail ni salaire, il n'avait qu'à vivre comme une épave, le temps qu'il pouvait. Mais fallait-il pour autant ne pas donner sa contribution sous prétexte que la solution juste étaient les caisses de Sécurité sociale ?

Un siècle plus tard, pendant qu'un peuple se fait écrabouiller par un dictateur fou, le seul secours qu'il obtient c'est la charité internationale. Quand l'écrabouillement cessera, le peuple n'aura plus qu'à végéter dans un pays ruiné. Que font le FMI et la Banque mondiale qui se posent en "sécurité sociale des pays" ?

Il y a plus d'un siècle, l'Union des Etats d'Amérique du Nord était en guerre contre les Confédérés du Sud pour abolir l'esclavage. L'Amérique était-elle meilleure qu'aujourd'hui ? Non. Il ne s'agissait pas d'une noble guerre de principes mais d'une guerre impérialiste pour détruire l'ancienne organisation sociale du Sud et libérer les masses d'ouvriers dont l'industrie du Nord avait besoin. Un siècle plus tard, la situation des Noirs en Amérique est effroyable : 40% de chômeurs, la moitié de la population des prisons, etc.

Mais fallait-il pour autant conserver l'esclavage et manifester contre les bombardements sur Charleston et les milliers de morts de la guerre civile ? Bien sûr que non : et à l'époque Marx écrivit à Lincoln pour le soutenir et même lui donner des conseils.

Alors, dans le cas présent, le problème n'est pas d'approuver ou de condamner l'aide humanitaire, les bombardements, l'intervention au sol, l'UCK. Hormis une contribution à l'aide humanitaire, rien de ce qui se passe n'est sous notre contrôle et notre problème n'est pas de choisir entre un nationalisme et l'impérialisme. Si petit qu'il soit, chaque pays a nécessairement des minorités. Les premières à subir le racisme en cas de difficultés : les Albanais en Serbie, les Serbes en Albanie, les Kurdes en Turquie...

Seule l'abolition des frontières permettra de retrouver la véritable indépendance de chaque peuple, son originalité culturelle.

5 mai 1999

Cinquième Zone, et le Kosovo

Dans son numéro 71, daté du 25 avril 1999, Cinquième Zone écrit *qu'"obtenir seulement l'arrêt de l'intervention de l'OTAN reviendrait à laisser les mains libres au chef-boucher de Belgrade pour achever son sale boulot du Kosovo et ailleurs."*

Cette idée fait pendant au texte de M.R. daté du 18/4/99. Toute l'argumentation de ce texte démontre que l'extrême gauche française (voire étrangère), en choisissant de demander l'arrêt des bombardements, et en risquant, selon M.R., de pouvoir l'obtenir, aboutirait dans les faits à laisser le champ libre aux exactions de Milosevic. Il bataille donc pour que, à côté de cette revendication "efficace" à ses yeux à l'encontre de l'OTAN, existe une attitude également efficace en contre-partie à l'égard des Kosovars.

La simple revendication d'une "autodétermination du Kosovo", est, selon cette argumentation, une formule creuse, car, si l'OTAN, de son côté, peut être sensible au développement des manifestations contre la guerre, Milosevic, lui, se contrefout de ce que nous pouvons écrire sur les banderoles aux quatre coins de l'Europe. Alors, la solution, selon M.R., est d'œuvrer pour une solidarité active, de classe, envers le Kosovo.

En fait, ces différents écrits laissent à peine transparaître une exaspération au départ face à l'activité de l'extrême-gauche depuis le début de la guerre. Elle ne réfléchit pas, ou pas assez, disent ces textes, et il y a bien mieux à faire que ce qui est fait.

Quant au titre du texte daté du 18/4 intitulé *"Bienheureux mes camarades pour qui les choses sont si simples"* (et vu le texte lui-même qui ne précise guère avec qui il discute), il semble bien qu'il englobe dans le même sac les quelques camarades qui ont pris la peine de répondre à la prise de position de M.R. Du 4/4/99 (*"La Khalotta (le merdier en Arabe) version européenne"*).

Entrons dans la complexité avec M.R. Oui, son hypothèse tient la route. Il n'est pas impossible (en considérant les choses à la date où il écrit, pour discuter correctement) que les événements puissent se produire tels qu'il les envisage. C'est un scénario plausible. Mais justement, partons des prémisses les plus optimistes de ce scénario : l'arrêt des bombardements, du fait des réactions en Europe, des manifestations, etc.

Si vraiment, ceux qui ont organisé ces manifestations, pris cette position, c'est-à-dire uniquement le P.C. et l'extrême-gauche (et pas le P.S., voire des forces à droite qui, si elles parlent, ne font rien), si donc il revenait au seul mouvement ouvrier de gagner là-dessus, nul doute que cela créerait une situation inédite. Quand a-t-on vu une telle situation ? Est-ce que cela ne nous mettrait pas dans une situation de force qui n'a rien à voir avec celle qu'on connaît aujourd'hui ? Et cela M.R. ne le voit pas, ne le dit pas. *"Mais qui bénéficierait de cette victoire ?"* en cas d'arrêt des bombardements, pose comme question M.R., pour répondre aussitôt : pas les Kosovars ! Ce qui induit de se demander du coup s'il est même juste de se battre pour l'arrêt des bombardements...

Oui, si on discute en dehors des mots, imaginer une seconde une situation où le mouvement ouvrier fait reculer l'OTAN, cela change considérablement la donne. Et cela nous donne des atouts énormes pour prendre en charge le problème de la population Kosovare. Des syndicats, des partis auréolés d'une telle victoire n'auraient pas trop de mal à exiger que les Etats laissent passer à travers les frontières manifestations, soutiens, aides financières, et autres en direction du mouvement ouvrier du Kosovo (et aussi Serbe, nous y reviendrons).

Et même si nous n'y parvenions pas, nous aurions sûrement les moyens de faire entendre cette intention, et de la faire entendre jusque par les intéressés eux-mêmes, à travers les frontières, par l'ensemble donc des travailleurs d'Europe.

Aujourd'hui, il nous est bien difficile d'imaginer une telle action, parce que nous n'avons pas de levier, pas de point de départ, mais si nous disposions du levier que constitue l'arrêt, par nous, des bombardements, nous serions dans une autre situation. Et c'est justement aujourd'hui qu'il faut réfléchir, d'avance, à cette possibilité.

Peut-être que des camarades ou tel ou tel groupe n'ont pas tout cela en tête, et ne se préparent pas, même en cas de "victoire" de l'action actuelle, à se comporter de la manière que nous envisageons ici. Mais c'est une autre histoire. Le rôle des révolutionnaires est de réfléchir à cet enchaînement de situations, de possibilités.

Car une des conclusions alors est qu'il fallait, justement, absolument, aujourd'hui, comme le font les camarades de Lutte Ouvrière, mettre à égalité avec l'arrêt des bombardements, l'exigence d'autodétermination, de liberté, bref la préoccupation concrète du sort du peuple Kosovar. Car ceux qui avec nous auraient conquis la victoire

de l'arrêt des bombardements seraient alors convaincus qu'il est également juste, et pas impossible, de gagner l'aide directe de la classe ouvrière au peuple kosovar.

C'est même le seul scénario que nous ayons réussi à ce jour à imaginer pour notre part (hormis celui de la conclusion du texte de M.R. du 18/4, sur lequel nous reviendrons). Voilà pourquoi la position politique de Lutte Ouvrière, -voire du P.T.-, ne nous gêne pas, pour notre part. Nous sommes bien plus gênés par le manque de conviction qu'affichent les militants, et l'ensemble de l'organisation, et par le fait que, depuis le début de la guerre, c'est bien la campagne électorale française des Européennes qui reste de très loin la préoccupation principale, et l'activité réelle.

Bien sûr, nous pourrions réussir à obtenir l'arrêt des bombardements, sans réussir à gagner sur la suite. Mais il est faux de présenter, comme l'a fait M.R., cette attitude comme une impasse. C'est seulement une voie difficile, mais personne ne nous en propose d'autre.

"Secours ouvrier pour le Kosovo", propose donc M.R. comme solution. Et il mentionne "un appel au secours au mouvement ouvrier", envoyé par des "syndicalistes kosovars" et relayé "par des syndicats écossais", qui devrait se manifester par l'envoi le 20 avril d'un premier convoi. Cette initiative est connue dans l'extrême-gauche, dit M.R. Oui, mais ce que ne dit pas M.R. et qui pose problème, c'est que cet appel a été lancé le 24 mars, c'est-à-dire avant la guerre. Là encore, les révolutionnaires sont sensibles à un changement de situation comme le déclenchement de la guerre. Et la vraie question à poser est de se demander si les velléités internationalistes vont tenir, moralement, et matériellement, à un tel déchaînement. C'est le texte de M.R. qui sonne comme de la littérature, en l'absence de cette précaution.

Nous ne savons pas si quelque chose a eu finalement lieu ou pas. Ce que nous savons, c'est que de notre côté, nous nous sommes posé et nous nous reposons régulièrement la question de trouver une initiative correspondant à cette politique : faire un geste de solidarité ouvrière, provenant de la France en guerre, mais de sa classe ouvrière, en direction des classes ouvrières de la Yougoslavie. Même dans le secteur où notre activité militante nous a permis de réunir un total de 24 travailleurs sur le problème de la guerre, nous n'avons pas trouvé le moyen d'une intervention digne de ce nom, et qui ne soit pas une auto-proclamation à usage interne comme on en voit fleurir dans Informations Ouvrières.

C'est que l'intervention pour la solidarité avec le peuple kosovar est plus difficile que celle contre la guerre. Et si elle est plus difficile, c'est que l'impérialisme a pris en charge (en paroles, bien entendu, voire en actes mais à sa manière) cette intervention. Contrairement à ce que dit M.R., du moins pour ce qui nous concerne, la pratique montre qu'il est plus difficile d'œuvrer concrètement dans ce sens, *pour l'instant*.

Le point faible de la situation n'est donc pas là. Il peut le devenir, à tout moment. Il peut suffire d'une "bavure" de trop, ou de tout autre épisode imprévisible dans le conflit, comme la libération des G.I.s. Mais pour l'instant, l'ensemble de l'intervention continue d'être présentée et acceptée par les populations, y compris par la classe ouvrière, comme une mission au secours du peuple kosovar.

(D'ailleurs même si ce voile se lève demain, nous ne serons pas mieux disposés pour intervenir dans le sens d'une efficacité concrète pour aider les kosovars. Car ce n'est pas du fait de la lutte contre la guerre que cela se serait produit, car de lutte contre la guerre, en France, on peut dire qu'il n'y en a guère.)

L'article "nationalisme ou impérialisme" du même numéro de Cinquième Zone nous laisse pantois. *"Dans le cas présent, est-il écrit, le problème n'est pas d'approuver ou de condamner l'aide humanitaire, les bombardements, l'intervention au sol, l'UCK Hormis une contribution à l'aide humanitaire, rien de ce qui se passe n'est sous notre contrôle et notre problème n'est pas de choisir entre un nationalisme et l'impérialisme (...)"*

Que faut-il comprendre ? Et nous sommes dans une publication censée donner des repères aux jeunes paumés des banlieues ! Ces jeunes ne savent rien à la politique, mais ils ont un sens élémentaire, un réflexe anti-flic, anti pays riches, anti action de force. Et nous, au lieu de partir de là -ce qui, nous en convenons, n'est pas facile- nous embrouillons les choses.

Dans ce passage que nous citons, il n'y a qu'une chose compréhensible pour notre public, et cette chose est profondément fautive : à savoir que nous contrôlons l'aide humanitaire. Faut-il ici expliquer que si tout est fait d'en haut, avec une mobilisation large dans l'appareil d'Etat, c'est justement pour éviter que quoi que ce soit puisse être contrôlé d'en bas. On ne contrôle rien : des dizaines de milliers de gens proposent de loger les Kosovars, mais on les envoie (au compte-goutte) dans des foyers. On ne contrôle rien. Notre générosité, ils n'en veulent pas. Ils ne veulent pas qu'on discute avec eux, qu'ils nous disent ce qu'a fait pour de bon l'armée française là-bas depuis dix ans... Et que nous leur disions qu'il y a des gens ici prêts à se battre avec eux pour libérer leur pays, et que les mêmes sont pour construire le socialisme.

Que signifie la phrase : *"Notre problème n'est pas de choisir entre nationalisme et impérialisme ?"* S'agit-il d'une nouvelle position politique à ajouter au marxisme ? Ou simplement d'un constat de la position que prend M.R. sur le cas du Kosovo ? Pour notre part, à L'Ouvrier, nous gardons une boussole qui reste à nos yeux essentielle, et que nous soulignons avec trois traits rouges : "Nous devons absolument prendre en compte le fait que notre impérialisme soit en cause et se comporte en agresseur". Ce seul fait nous est une première boussole, et elle reste indispensable.

Cinquième Zone (n° 71) n'attaque jamais ouvertement la France, mais seulement l'OTAN. Et pour nous, c'est un problème. Nous en profitons pour indiquer qu'il nous est arrivé de rencontrer une ouvrière, qui après avoir lu l'un de nos textes sur cette guerre, nous a demandé avec timidité : *"C'est quoi l'OTAN ? C'est un pays ? C'est où ?"* Et que l'on sache ce qu'est l'OTAN ne change rien au fond du problème. L'impérialisme, en ne parlant que de l'OTAN, réussit à donner effectivement l'impression que la France n'est pas en guerre. Ce qui est la première des crapuleries (qui n'existait pas du temps de Lénine, camarade, effectivement, les choses ne sont pas simples !). Et notre devoir est de dire ce qui se passe, avant tout.

Non, il n'y a aucune condamnation claire de nos dirigeants, lisible pour les ouvriers, ou les jeunes ou les opprimés qui sont d'abord opprimés par la culture. Et du coup, l'injonction de ne *"pas choisir entre un nationalisme et l'impérialisme"* sonne de manière inquiétante.

Nous nous permettons de poser quelques questions aux camarades (qui sont évidemment libres de leur réponse) : pensez-vous que l'impérialisme soit aujourd'hui de nature telle que son action puisse, par principe, pouvoir être positive dans une situation donnée, ou pensez-vous comme nous que c'est devenu chose impossible ? Pensez-vous que dans le cas du Kosovo, l'impérialisme soit intervenu avec une intention, ou du moins une manière de faire, qui malgré ses intentions et ses calculs égoïstes, permette que s'y glisse une opportunité positive, donc digne d'être soutenue ? En clair, n'avez-vous pas vu (ne serait-ce qu'au début de l'intervention) un côté positif dans l'intervention militaire de l'OTAN ? Et dans ce cas, quel est votre avis à présent ?

Pour compléter ce que nous tenions à dire à nos camarades, nous déplorons pour finir l'absence de préoccupation, ou en tous cas de formulation, toujours dans le texte de CZ n°71, vis à vis de la population Serbe. Là où Rouge a publié à égalité un appel "*Des syndicats du Kosovo*", à côté de celui de "*Dix-huit organisations en Serbie*", M.R. n'a retenu dans son texte que le premier appel.

L'essence même de la classe ouvrière est dans son internationalisme. Ne parler que du seul Kosovo, comme le fait la conclusion du texte, c'est enlever en réalité la force et la réalité de ce caractère de classe. Si vraiment nous avons des gens, des travailleurs, ou des syndicats, etc., pour faire un geste en direction du Kosovo, ne devrions-nous pas en même temps dans ce conflit-là, faire au moins un geste en direction des ouvriers serbes ?

Pour nous, la réponse, c'est oui, absolument. Et ce serait même une condition pour que nous soutenions une telle activité, sans quoi elle serait rigoureusement apparentée à ce que peut faire l'impérialisme.

CZ écrit à ce sujet : "*Si petit qu'il soit, chaque pays a nécessairement des minorités. Les premières à subir le racisme en cas de difficultés : les Albanais en Serbie, les Serbes en Albanie, les Kurdes en Turquie...*" Mais où nous mènerait de ne soutenir que les agressés ? L'UCK a, ou du moins, avait comme programme avant de prendre une raclée par l'armée de Milosevic, de réaliser une grande Albanie. Elle avait même entamé le déclenchement de la guerre en Macédoine, à cet effet. Ne devons-nous rien penser de ce nationalisme ? Nous devrions donc nous battre pour les Albanais, mais jusqu'à quel point ? Pour préparer les horreurs de l'épuration ethnique menée cette fois par des Albanais ?

C'est de la fiction ? Absolument pas. Avant que ce soit aujourd'hui le cas des Albanais, les serbes se sont trouvés dans la situation de victimes lors des premières guerres de l'ex-Yougoslavie. Ne devait-on alors que les soutenir, ou ne devions-nous pas en même temps dénoncer comme victimes tous les peuples, obligés de suivre leurs dictateurs ?

Notre politique, justement, ne peut absolument pas se cantonner à ne dénoncer que l'agresseur du moment, et à soutenir l'agressé qui va avec. Nous ne ferions que faire écho aux arguments des impérialistes, en tout cas dans la situation actuelle. C'est au contraire notre devoir de nous adresser au prolétariat de toute la région. Pas par paresse de pensée, ou par mimétisme de tradition ! Mais parce que nous sommes, oui, persuadés, que les peuples, y compris dans ces situations extrêmes de vague nationaliste, gardent la capacité de changer, voire de changer vite, voire de changer avec rage, c'est-à-dire de manière

révolutionnaire. Mais nous sommes aussi persuadés que ce germe ne peut éclore que s'il a été semé, et s'il a été semé, encore une fois, à temps.

Selon certaines estimations, les seuls bombardements sur les usines serbes ont d'ores et déjà fait quelque chose comme 100 000 chômeurs en Serbie : ces ouvriers, n'aurait-il pas fallu vouloir s'adresser à eux, d'avance, avant qu'ils soient victimes ? Ne venir les soutenir qu'après, lorsque la mode sera de les pleurer ne nous apporterait pas de la considération, mais du mépris. A juste titre.

Sur ce point aussi, notre devoir de révolutionnaires nous semble inchangé depuis Lénine : c'est d'avance que nous devons prendre une position qui préserve les possibilités pour l'avenir. Ces possibilités sont très réduites aujourd'hui, nous sommes les premiers à en convenir. Raison de plus de ne pas les abandonner.

Pour conclure ici, notre conviction est que ce ne sont pas tant des idées nouvelles qui manquent aux révolutionnaires. Nous ressentons plutôt de notre côté que le mouvement ouvrier nous a légué un arsenal impressionnant, d'une richesse, en proportion avec le nombre considérable de vies militantes qu'il a connues dans le passé. Et s'il faudra réfléchir, résoudre bien des problèmes nouveaux, c'est vrai, cela prendra son plein sens si nous avons ce minimum de lien avec le monde ouvrier.

Non, ce qui compte aujourd'hui, et ce qui manque, c'est que des ouvriers retrouvent ce capital. Des ouvriers et pas des aristocrates ouvriers, ou des intellectuels. (Même si l'avenir a une place à trouver pour tous). C'est cela qui manque. C'est la boussole que constitue l'existence de nos idées dans une fraction au moins de la vie ouvrière qui manque. C'est elle qu'il faut s'acharner à reconstruire. Et ça, ce n'est pas "si simple".

L'OUVRIER, le 5 mai 1999

15 mai 1999

REPONSE A DEUX COURRIERS.

Les deux courriers reçus des camarades de l'Ouvrier (8 avril et 5 mai 1999) posent de nombreux problèmes et mériteraient une réponse plus longue encore que celle qui suit, épreuve que je ne souhaite infliger à personne.

Le premier fait le constat de notre impuissance ("il n'y a pas de solution, pas une seule, si on compte sur nos gouvernants et leurs états", "L'efficacité, je n'en trouve pas dans la situation actuelle [...] sans une force ouvrière, il n'y a pas de solution. " "Ce n'est malheureusement pas la première fois qu'on doit vivre ce genre de situation, où l'on est impuissant à agir. Là, oui, nous ne pouvons que prendre des coups sans les rendre) ". Aucune possibilité d'action dans ce contexte. Reste la propagande socialiste, trouver des militants et les former : "C'est en disant cela qu'on a une chance de trouver des militants qui n'auront plus d'illusion dans le réformisme "J'essaie d'œuvrer à dire la vérité aux travailleurs" "dire qu'il faut que des gens se lèvent pour le combat que nous leur proposons" "c'est cela que je veux dire aux futurs militants". « je cherche parmi les travailleurs [...] à solliciter leur bonne volonté, leur engagement, car je suis persuadé que c'est d'abord la situation et les nécessités qu'elle impose qui peut faire que des travailleurs s'y

mettront : à condition qu'on le leur demande vraiment. » "oui, c'est le moment d'aller voir les travailleurs et de leur dire: voilà le monde comme il est fait, il faut ouvrir les yeux et y mettre nos tripes, camarade. "

Personne, j'imagine, n'aura à redire à la nécessité de la propagande socialiste en toute circonstance et sur tous les sujets. Et c'est, me semble-t-il, ce que nous essayons de faire les uns et les autres.

Mais en la circonstance, ce n'est pas assez ! Nous ne pouvons pas tirer argument de notre impuissance pour justifier un renoncement !

Ne pas passer de l'impuissance au renoncement !

La Yougoslavie n'est pas le Rwanda ou le Kurdistan. C'est l'Europe. On peut le regretter mais, de ce fait, les européens (et nous avec) se sentent plus immédiatement concernés. De plus, "nos" gouvernements et "nos" armées sont impliqués ouvertement. Enfin, les réactions des populations ont un poids, une influence réelle sur les choix des gouvernants occidentaux et de l'OTAN. (V l'o assurait le 8 avril que *"les manifestations actuelles [...] ne gênent en rien l'action des militaires ni des politiques"*. La lettre de *L'Ouvrier (CZ et le Kosovo, 5 mai)* rectifie honnêtement : « *l'hypothèse tient la route* » *"C'est un scénario plausible"*.

Dans sa lettre du 5 mai, *L'Ouvrier* discute ce "scénario"... en le transformant en fiction : « *parlons des prémisses les plus optimistes de ce scénario : l'arrêt des bombardements du fait des réactions en Europe, des manifestations, etc.* " *s'il revenait au seul mouvement ouvrier de gagner là-dessus* ».

Non ! Le problème n'est pas d'imaginer une improbable fiction (dans les circonstances actuelles) où le prolétariat conscient et organisé, imposerait après un affrontement de classe la déculotade publique des ministres, des généraux et de Clinton ! L'arrêt des bombardements obtenu dans ces circonstances serait effectivement une victoire aux conséquences incalculables. Mais, ce n'est, hélas, pas l'hypothèse la plus probable !

Même sans se manifester sur une base de classe la pression contre les bombardements et l'état de "l'opinion" des pays occidentaux reste un sujet d'inquiétude pour les gouvernants et les responsables de l'OTAN. Les quelques manifestations qui ont eu lieu en France, celles, plus importantes, en Allemagne et en Italie ou celle qui s'est plus récemment déroulée en Italie avec plus de 100 000 participants sont scrutées par les Etats-majors tout comme les dissensions (voir le congrès des Verts allemands !) au sein de plusieurs des principaux gouvernements occidentaux (Italie, Allemagne, France) formés de coalitions fragilisées par l'hostilité de certains de leurs membres à l'OTAN. Je ne dis pas que ces ruptures vont se produire. Mais elles sont une possibilité contenue dans la situation.

La crainte du "retournement" de l'opinion pèse sur les choix stratégiques de l'OTAN qui a choisi pour cette raison de limiter les "dégâts collatéraux" et dont la décision d'intervenir au sol (ou pas) dépend (entre autres) du soutien ou non des populations des pays de l'OTAN.

C'est dire que la propagande contre la guerre, relayée par tous ceux qui en Allemagne, en Italie, en Grèce, en Hongrie, en Macédoine et en France s'y opposent (pour des raisons qui ne sont pas toujours les nôtres, tant s'en faut) peut rencontrer un écho et devenir efficace. Très bien ! Mais ça ne rend que plus impérieuse la réponse à l'autre aspect de la question : qu'est-ce qu'on dit, qu'est-ce qu'on fait pour le Kosovo, pour la classe ouvrière kosovare ?

L'Ouvrier répond deux choses en partie contradictoires.

I) La position (LO, LCR, etc) *"mettre à égalité avec l'arrêt des bombardements l'exigence d'autodétermination"* *"ne nous gêne pas"* Je l'ai déjà longuement écrit. Cette position me

gêne parce qu'elle est une fausse égalité : la protestation contre la guerre peut avoir une efficacité, la revendication à l'autodétermination est platonique.

2) Les camarades disent se poser régulièrement la question d'une initiative de solidarité avec les classes ouvrières de Yougoslavie et du Kosovo. Je m'en réjouis. Ils soulignent combien la manifestation de cette solidarité ouvrière avec le Kosovo est difficile. C'est juste. Pour les raisons qu'ils donnent. Mais aussi et surtout parce que la confusion règne chez ceux pour qui cela aurait dû être évident et spontané. Il n'est besoin pour s'en convaincre que de voir le bombardement épistolaire provoqué par les prises de Position de CZ et les miennes. On est en retard, il faut que les idées s'éclaircissent...

Des idées nouvelles ou des idées tout court ?

*"Le rôle des révolutionnaires est de réfléchir à cet enchaînement de situations, de possibilités" écrit L'Ouvrier. A celui-là et aux autres, c'est juste. Et je me réjouis que l'expression de mes "hésitations et [de mes] états d'âme" comme dit aimablement Nounou m'ait permis de connaître les réflexions de L'Ouvrier et (peut-être) de l'amener à les formuler plus explicitement ! Il y a, au-delà de cette boutade, quelque chose de plus sérieux : le devoir de douter, de chercher, de discuter d'avoir des "états d'âme" pour tenter de définir une politique qui ne se ramène pas à la fameuse collection de « formules et d'orientations qui, valables il y a trente ans, le seront encore en l'an 2000" (Barta, *Mise au point*, 1972).*

Pourtant, dans leur conclusion, les camarades de *L'Ouvrier* écrivent : *"ce ne sont pas tant les idées nouvelles qui manquent aux révolutionnaires. Nous ressentons plutôt de notre côté que le mouvement ouvrier nous a légué un arsenal impressionnant", "ce qui manque, c'est que des ouvriers retrouvent ce capital".*

Des "idées nouvelles" ? Non ! Ce n'est pas, à mon avis, ce qu'il s'agit de chercher.

Mais de trouver celles qui permettent de s'orienter dans une situation qui n'est pas si simple.

Il me semble que les camarades ne vont pas assez loin dans cette voie. J'ai, comme tout un chacun, lu des ouvrages marxistes. J'y trouvé des études passionnantes, des façons d'appréhender les événements, des explications pertinentes des phénomènes, je n'y ai pas trouvé de "boussole" à la façon dont ils en parlent et moins encore de "positions politiques" en prêt-à-porter ("*S'agit-il d'une nouvelle position politique à ajouter au marxisme ?*"). Le marxisme n'est pas un "arsenal" où chacun viendrait chercher armes et munitions en fonction des situations et des besoins. Il est le produit de l'apport des générations de militants et d'intellectuels qui, à chaque époque et dans chaque situation, ont fait l'effort d'analyser les phénomènes, de les comprendre, de montrer en quoi ils différaient de ceux étudiés par leurs aînés et en quoi ils leur étaient liés.

H. de Limoges a découvert que je ne comprends rien à Barta. Bon. Je vais tout de même m'appuyer sur ce que je crois avoir compris pour m'expliquer. Si Barta et Irène demeurent internationalistes en 40, ce n'est pas parce qu'ils trouvent les bonnes munitions "Chez Léon", ni parce qu'ils ont une boussole et moins encore parce qu'ils ont appris mieux que d'autres à répéter des formules toutes faites ! C'est parce que Barta comprend ce qui se passe (le caractère impérialiste de la guerre, le retournement de l'Allemagne contre l'URSS, la victoire finale de l'Amérique sur l'Europe) et qu'il fait le pari (finalement perdu, mais qui n'était pas joué d'avance) qu'à l'occasion de ces bouleversements la classe ouvrière interviendra comme elle l'avait fait lors de la première guerre mondiale (et comme en Italie en 1943). C'est sa vision politique qui lui donne le courage politique d'écrire la brochure de 40. Tout au

long de la guerre (et après), il s'efforce de proposer une politique adaptée à la situation du moment, pas de répéter obstinément ce qui avait été dit ou écrit pour des périodes passées. C'est si vrai qu'à plusieurs reprises, il n'hésite pas à dire le "contraire" de ce qu'avait écrit Trotsky (sur la défense de l'URSS par exemple) ou de ce qu'il avait lui-même écrit (sur la création de syndicats autonomes par exemple). Voir aussi ce que dit Barta à propos des positions de Marcel Hic (*Lettres à un jeune camarade*, p.13, remarque n°3).

Il ne s'agit pas de jeter le bébé avec l'eau de la baignoire : je ne renie évidemment rien du marxisme. Mais je soutiens que les positions des géants du passé qu'étaient bien plus grands que les ceusses d'aujourd'hui, ne nous dispensent en rien d'hésiter, de douter, de chercher et si on peut, de comprendre (en s'appuyant, évidemment sur les travaux de nos prédécesseurs, les gommer n'aurait pas de sens).

Bref, comme le suggérait le titre (*Bienheureux mes camarades pour qui les choses sont si simples*) et comme le relève *L'Ouvrier*, je déplore que l'extrême-gauche (moi compris!) "*ne réfléchisse pas, ou pas assez*" et s'en tienne trop souvent à l'usage immodéré de la boussole. Mais ça se soigne, du moins j'espère.

L'impérialisme

"*Pensez-vous que l'impérialisme soit aujourd'hui de nature telle que son action puisse, par principe, pouvoir être positive dans une situation donnée, ou pensez-vous comme nous que c'est devenu chose impossible ?*" demandent les camarades. Avec toute l'estime et l'amitié que j'ai pour eux, je pense surtout que la question embrouille tout.

L'impérialisme n'existe pas. Il y a des impérialismes (US, britannique, français, japonais, etc.) dans des situations réelles et concrètes même si les USA ont un rôle prépondérant. Il ne se manifeste que rarement sous une forme collective et consciente (comme actuellement sous la forme de l'OTAN ou pendant la guerre du Golfe sous celle de l'ONU). Le plus souvent, il s'agit de mesures prises au coup par coup, par Etats, des entreprises ou des organismes indiscutablement bourgeois et impérialistes, dont la portée et le sens sont très variables. J'étais contre la guerre du Golfe, je suis contre les bombardements en Yougo, je suis contre le pillage du tiers-monde, etc. Quand l'UNICEF ou l'OMS (émanations de l'ONU, ce repaire de brigands) agissent, j'ai sans doute un point de vue et des commentaires. Mais je préfère la vaccination des populations à leur bombardement par cette même ONU et je ne manifeste pas contre elle.

Plus même, on peut citer des exemples d'interventions de l'impérialisme, bien sûr conduites dans son seul intérêt, mais sur lesquelles, faute d'être capable de proposer leur propre politique, les révolutionnaires se sont tus (en les approuvant en réalité, sans le dire). En 1956, la pression américaine fait rembarquer le corps expéditionnaire franco-britannique débarqué à Suez (après la nationalisation du canal par Nasser). Fallait-il manifester contre l'ingérence US ? Pendant la guerre d'Algérie, les Etats-Unis (hostiles au statut des colonies qui leur fermait des marchés) ont appuyé le FLN contre la France à l'ONU. Fallait-il les combattre ? Plus récemment, une armada US est venue devant Port-au-Prince pour remettre le président haïtien Aristide sur son fauteuil dont il avait été chassé par les Tontons macoutes. Fallait-il manifester contre cet exemple pur de la politique de la canonnière ?

L'anti-impérialisme ? Évidemment. Mais la pensée politique ne peut pas se ramener à quelques recettes simples. Il n'en demeure pas moins, je suppose que c'était le sens de la question initiale que, responsable et défenseur d'une organisation sociale et économique injuste, l'impérialisme doit être combattu et abattu.

Nationalisme et impérialisme.

"*Que signifie la phrase (tirée de CZ 71 Nationalisme et impérialisme) : "Notre problème n'est pas de choisir entre nationalisme et impérialisme ?" S'agit-il d'une nouvelle position à ajouter au marxisme ?*" se scandalisent (gentiment!) les camarades. Je regrette que nous ayons laissé passer cet article tel quel. Il contient des formulations approximatives (entre autres "le contrôle" de "l'humanitaire" que relève L'O). Mais l'essentiel est que ce que nous voulions dire n'a visiblement pas été compris.

Au-delà de sa formulation, l'article incriminé pose un véritable problème. L'impérialisme domine la planète et, comme tel, il est responsable, directement et indirectement, de toutes les horreurs qu'engendre son ordre. Il doit être dénoncé systématiquement. Tout le monde sera d'accord.

Pourtant, même s'il ne faut pas la perdre de vue, se limiter à la dénonciation de l'impérialisme en tous temps et en tous lieux ne suffit pas. La situation en Algérie ? C'est l'impérialisme. La Russie déliquescence ? L'impérialisme. Le Rwanda ? La Sierra Leone, le Zaïre, la Mauritanie ? Pareil. L'Afghanistan, Timor, le Tibet, etc ? Itou également ! Bon, et alors, qu'est-ce qu'on fait ? Renverser l'impérialisme, faire la révolution ? Bravo, d'accord, je suis pour. Mais en attendant que ces concepts, pour l'heure un peu abstraits, veuillent bien prendre corps dans la réalité sociale et politique, qu'est-ce qu'on fait ? Quelle explication plus immédiate, quel moyen de s'orienter plus concrètement donnons-nous ? Si j'avais à gravir l'Everest, je prendrais certainement ma boussole. Mais je regarderais aussi où je mets les pieds...

De ce point de vue, le numéro de L'Ouvrier "*Kosovo : une guerre qui n'a rien d'humanitaire*" est significatif. Après un développement montrant la responsabilité de l'impérialisme dans cette affaire, l'article conclut : "*Il y aurait un moyen très simple de faire plier les dictateurs comme Milosevic ou Saddam Hussein, de les couper de leurs populations, au lieu de les souder à eux ; ce serait d'apporter aux gens des aides matérielles et financières importantes, qui amélioreraient vraiment leur sort. Au lieu d'envoyer des bombes sophistiquées, qui coûtent peut-être aussi cher*". On est hors de la réalité. Imaginons que les pays riches décident d'apporter l'aide que propose L'Ouvrier. Cela suppose prise -et appliquée!- la "*décision [...] de nous doter de tout autres dirigeants*", autrement dit, la révolution faite dans les pays anciennement impérialistes. Mais, même alors, la lutte contre les potentats, les chefs de cliques et de clans religieux ou nationalistes ne saurait être évitée. *Le Monde* (15 mai) signalait que les aides apportées à la Bosnie ne génèrent aucune activité économique et que la région s'enfonce dans l'inactivité et la corruption. Selon lui, les "aides" occidentales à la Russie représentent 10% de son PIB. Ce n'est peut-être pas suffisant, mais ce n'est pas rien. Et ça ne l'empêche pas de couler toujours davantage. On sait, enfin, ce que sont devenus les sacs de riz de Kouchner en l'Éthiopie : un enjeu entre les gangs qui tiennent le pays. Pour s'en sortir, les populations de ces pays (comme celles des pays riches) ne feront pas l'économie de la transformation sociale. Et de la lutte contre les nationalismes sous toutes leurs formes.

Ce qui signifie mener une politique internationaliste dans tous les cas et combattre les nationalismes (ou les intégrismes, les clanismes, etc) oppresseurs. Les camarades demandent "*Où nous mènerait de ne soutenir que les agressés ?*" Je suis perplexe. Faut-il soutenir les agresseurs ? Les agressés et les agresseurs ? Personne et laisser les horreurs se perpétuer ? Je crois, en réalité que la question ne présente pas de difficultés. Il ne s'agit pas de soutenir les Albanais parce qu'ils sont Albanais, ni même en tant qu'Albanais. Il s'agit, dans chaque situation de trouver les moyens d'une politique qui, tout en empêchant les exactions, permette à terme de dépasser les

nationalismes et de permettre aux "minorités" de cohabiter comme le font, dans un pays riche, les Bretons et les Normands dont on sait pourtant qu'ils se sont écharpés par le passé. Cela signifie, me semble-il, condamner les frappes de l'OTAN (lutter contre notre propre impérialisme), manifester sa solidarité à la classe ouvrière serbe contre les bombardements dont elle est victime et contre l'oppression de Milosevic (ou d'un autre) et, en même temps et à même hauteur, marquer sa solidarité avec les Kosovars victimes du nationalisme serbe. Si demain la situation s'inverse et que les Kosovars redeviennent oppresseurs, il faudra, évidemment avoir la même politique dans l'autre sens. Et, pour commencer, si c'est encore possible, essayer d'empêcher que les Serbes du Kosovo ne soient victimes à leur tour d'une purification ethnique. Plus facile à dire qu'à faire sur le terrain. Mais, vues d'ici, les choses sont tout de même plus faciles. Et, au niveau des idées, je ne vois pas quelle difficulté cela soulève. C'est un problème politique. Mais c'est aussi une question d'éducation et d'image donnée aux jeunes à qui nous voulons nous adresser. CZ ne peut pas apparaître à leurs yeux comme l'organe des cinglés prophétiques (genre Le Bolchevik) qui ont trouvé la "position juste" dans leur boule de cristal et qui s'y tiennent mordicus. La tradition stalinienne du refus de l'évidence est suffisamment ancrée pour qu'on prenne garde à s'en démarquer en discutant de la réalité et pas de l'image qu'on voudrait qu'elle ait.

Reste une série d'objections et de questions soulevées par **L'Ouvrier**. Certaines mériteraient des réponses plus développées mais...

"CZ (71) n'attaque jamais ouvertement la France, mais seulement l'OTAN". Remarque juste, conséquence (involontaire et erronée) du fait qu'en réalité, la France est la cinquième roue de la charrette dans cette affaire. Dans le même ordre d'idées, on a loupé un écho sur le refus d'un titre de séjour à un déserteur serbe.

Le fait de n'avoir retenu que l'appel des syndicats kosovars en négligeant celui de « dix-huit organisations en Serbie » dans *Rouge*. Remarque juste aussi, tout comme l'idée qu'il faudrait faire « en même temps » « au moins un geste en direction des ouvriers serbe ».

L'opportunité positive

Sur l'impérialisme, voir plus haut. Sur "l'opportunité positive" de l'intervention de l'OTAN. CZ a écrit, dans chaque numéro je crois, que l'intervention de l'impérialisme n'avait pas le Kosovo pour mobile mais pour prétexte. ("Ils [l'OTAN] ont frappé. Non pour protéger les kosovars dont ils n'ont pas grand chose à faire [...] Mais pour que le monde entier sache qui commande ici bas" CZ 69, "les puissances n'interviennent pas pour les malheureux Kosovars, mais pour leur stratégie" CZ 70, "L'action de l'OTAN ne vise pas à protéger les Kosovars mais à mettre Milosevic à genoux" CZ 71).

Il reste qu'il m'est arrivé (pas à CZ, à moi !) de m'interroger sur l'idée de l'intervention terrestre au moment du déclenchement des bombardements. V.lo (lettre du 8 avril), qui sait lire, a très bien compris: "l'interposition d'une force au Kosovo" ? demande-t-il en me citant. "Le camarade (MR) ne le précise pas, mais le sens de sa démonstration l'indique : en l'absence de forces ouvrières, c'est d'une force bourgeoise dont il veut parler". Oui, c'était bien une force bourgeoise à laquelle je pensais, comme tout le monde, "en l'absence de forces ouvrières". C'est là le cœur du problème. Ou le mouvement ouvrier est capable d'indiquer une issue et de la mettre en œuvre, ne serait-ce que de façon symbolique, et il faut y aller, même tout seul. Ou on n'est capable de rien et on donne à la Croix-rouge et on pleure en regardant le JT.

Je suppose que c'est le sens de la question des camarades de L'Ouvrier ("n'avez-vous pas vu (ne serait-ce qu'au début de l'intervention) un côté positif dans l'intervention

militaire de l'OTAN ?", demandent-ils). Disons d'abord -mais ce n'est pas une excuse dont je n'ai au demeurant pas besoin- que je n'ai pas été le seul : "Si les puissances occidentales voulaient défendre les Kosovars, ce n'est pas des bombes qu'elles auraient envoyé en Serbie, Kosovo ou Monténégro, mais directement une force d'intervention terrestre" (lettre de H. de Limoges 5-6 avril 1999). "Les Albanais du Kosovo ont-ils uniquement besoin d'une aide humanitaire ? N'ont-ils pas besoin surtout de se défendre face aux exactions des troupes serbes et de résister pour ne pas être obligés de fuir le Kosovo ?" (L'Étincelle, éditorial des bulletins de la Fraction 19 avril 1999). "Au Kosovo, la population albanaise continue d'être massacrée par les forces serbes sans que personne ne lève le petit doigt" (Tribune de la Fraction, A bas la guerre contre les peuples, LO 30 avril 1999).

Comme tous ceux qui n'avaient pas de réponse toute faite à des questions qui n'avaient jamais été posées, j'ai hésité, j'ai cherché, émis des hypothèses, publiquement pour entendre ce que les uns et les autres avaient à répondre. Je revendique la démarche. Je n'en connais pas d'autre pour avancer, sauf à se contenter de ressasser ce qui a été dit il y a 30 ans et qui sera toujours valable en l'an 3000, comme je l'ai fait tant d'années. Dans CZ n'ont été exprimés que des points de vue pesés, solides. Qu'on assume. Pour le reste, on cherche, on hésite, on a des états d'âme. Bienheureux mes camarades, s'il s'en trouve, qui n'en ont pas ! Mais je doute que cela conduise très loin.

MR
15 05 1999

17 mai 1999

Cher Richard,

je fais le choix de t'envoyer cette lettre personnelle rapidement, même si par ailleurs je continue de travailler sur un nouveau texte polémique avec les positions prises dans CZ. Je ne reviens pas ici sur les problèmes déjà largement discutés ailleurs, même si c'est dans de bien mauvaises conditions.

Je veux juste te dire que je pense que tu fais une erreur profonde en remettant en cause nos boussoles "classiques" en pleine guerre. Oui, il faut, à chaque événement nouveau, réfléchir à nouveau, etc., etc., mais là tu ne te contentes pas de réfléchir à nouveau. Tu "joues" (c'est l'impression que cela donne vu d'où je suis) à remettre en cause en réalité nos outils de réflexion eux-mêmes.

Autant je suis prêt à te suivre, et à discuter sérieusement sur telle ou telle hypothèse de raisonnement (ce que j'ai essayé de faire dans le texte CZ et le Kosovo), autant je me refuserai à perdre mon temps et mon énergie dans la situation actuelle sur cette autre voie. Franchement, que signifie l'article "nationalisme ou impérialisme" de CZ 71, si ce n'est une ébauche de petit pas dans cette direction ?

Je ne fais pas un tabou de nos outils. Le marxisme lui-même a déjà été, et devra encore être révisé, comme toute théorie scientifique. Comme toute théorie, le marxisme est fait pour comprendre mais aussi pour nous aider à intervenir. Mais comme théorie aussi, ce n'est pas au moment où nous intervenons qu'il faut remettre en cause ses présupposés. Ça peut se faire avant, ou après, mais certainement pas dans le feu de la

lutte, offensive comme peut l'être une situation révolutionnaire, ou défensive, comme nous la vivons actuellement.

Nous n'avons pas le droit de remettre en cause nos outils, notre capital, maintenant. L'une des grandes révisions opérées par Marx sur ses idées, du fait de son échec en Allemagne dans les événements de 1848, au sujet de l'analyse des capacités révolutionnaires de la bourgeoisie, il l'a opérée après les événements.

On ne peut pas faire autrement. Les militaires de la bourgeoisie ont peut-être assez de moyens pour s'essayer à faire de la guerre un laboratoire pour leurs nouvelles armes, mais même dans ce cas, ils mènent la guerre sur la base déjà préparée, avec les armes déjà rodées et telles qu'elles sont acceptées et prêtes à la veille du conflit.

Toute autre attitude ne peut mener qu'à une déroute morale dans nos propres rangs. Et c'est peut-être un peu ce qui se passe actuellement. En tous cas, je te le dis, si j'ai consacré pas mal d'énergie à répondre à ce qui a été produit par CZ, c'est uniquement pour contrer ce sentiment, ou plus exactement, le risque qu'il m'a semblé de le voir enfler et gagner. Notre situation est déjà assez difficile comme ça.

Je ne sais pas s'il est encore temps, mais peut-être peux tu trouver le moyen de formuler une sorte d'excuse sur ce plan vis-à-vis de tes camarades. Car c'est très certainement ce qui pose le plus problème, plus en tous cas, j'en suis persuadé, que les approximations de langage, voire de prise de position, ou même désaccord, sur tel ou tel point.

Voilà, je ne vais pas faire de longs discours. Sur la manière de modifier une théorie aussi, il faudrait discuter. Mais je m'en tiens là pour l'instant. Je crois avoir réussi à t'écrire l'essentiel du message que je voulais te faire parvenir maintenant. Amicalement.

Guy
le 17 mai 99

17 mai 1999

Cinquième zone et le Kosovo, un complément

C'est le quatrième texte écrit dans notre groupe depuis maintenant plus d'un mois en direction de M.R ou des camarades de Cinquième Zone, et il est assez désagréable d'écrire sans que l'on reçoive de réponse.

Si nous poursuivons, c'est parce que nous estimons que les relations et le travail commun que nous avons établi nous obligeaient à un devoir de mise à plat de nos pensées respectives alors que nous découvrons un désaccord d'importance.

Cette absence de réponse pose de toute manière un autre problème que celui de la simple correction. En effet, une discussion un tant soit peu digne de ce nom s'avère impossible à mettre en place dans ces conditions.

Pour donner un exemple, le point de départ, pour ce qui nous concerne, était la parution par M.R. d'un texte où il préconisait *"l'interposition d'une force internationale au Kosovo pour séparer les combattants et permettre aux réfugiés de regagner leurs villages et villes (assortie d'aides à la reconstruction de ce qui a été détruit)"* (4/4/99).

Nous avons répondu à ce texte le 8/4. Nous étions assez inquiets de voir le camarade sembler espérer compter sur un rôle positif de la part d'une force émanant de l'impérialisme. Et puis, en l'absence de réponse à notre position, nous nous sommes fiés à la parution de Cinquième Zone datée du 10 avril, et nous avons considéré que, grosso modo, les camarades de Cinquième Zone étaient revenus à des positions beaucoup plus proches des nôtres, et ne semblant pas, sur le fond, poser de problème nouveau.

Il y avait certes un ton qui n'est pas le nôtre, mais cela n'est pas nouveau. *"Puisque nulle organisation ouvrière d'Europe n'a su jouer son rôle pour soutenir activement ces peuples opprimés, nous ne pouvons faire qu'une seule chose : comprendre ce qui se passe et construire ensemble le rassemblement des opprimés du monde (l'Internationale du XXI^e siècle) qui seule permettra d'agir humainement face à de nouveaux désastres". "Depuis 10 ans, une tragédie se déroule sous nos yeux en Yougoslavie. Personne n'a su, pu ou voulu la déjouer parce que chacun se contente d'assurer, pour lui-même et ses proches, la vie au jour le jour en laissant aux puissants le soin d'agir".*

Ces deux conclusions ont un goût amer que nous ne pensons absolument pas juste dans une publication destinée à des jeunes, qui n'y sont pour rien. Sans parler du côté gênant de mettre dans le même sac ceux qui ne veulent pas, ceux qui ne peuvent pas, et ceux qui ne savent pas.

Un passage nous a aussi un peu choqué : *"Il a suffi pourtant que quelques démagogues se remettent à gratter les vieilles plaies des haines anciennes pour que tout reparte, que la Yougoslavie vole en morceaux (...)"* Nous pensons qu'au contraire, il a fallu un travail très actif de l'extrême-droite, dans un contexte de luttes sociales qui n'ont pas réussi, et de misère aggravée par les diktats du F.M.I., et ce pendant pas moins de dix ans, avant que commence la première réussite des dits *"démagogues"*.

Mais la conclusion du troisième article nous faisait considérer que, finalement, il ne semblait pas y avoir de divergence de fond entre nous. On lisait en effet : *"Il n'y a, en réalité, pas de solution nationale possible dans cette région où les populations sont entremêlées. La seule issue serait une fédération balkanique où tous les individus auraient des droits égaux Serbes, Bosniaques, pourraient alors réaliser que depuis des siècles on les fait s'affronter (...) pour le compte des grandes puissances qui tirent les ficelles"*.

Ce n'est finalement qu'avec le texte de M.R. daté du 18/4 *"Bienheureux mes camarades..."* que nous avons découvert, un peu héberlués, la profondeur du désaccord, mais avant tout le degré, à nos yeux, d'égarement des positions du camarade. Mais même à ce moment, nous pouvions croire qu'il y aurait à nouveau cette sorte de décalage que nous pouvions, avec le recul, considérer comme une méthode de travail, entre les réflexions internes et partagées entre militants d'un côté, et ce qui pouvait être écrit dans Cinquième Zone, en direction des jeunes.

Mais lorsque le numéro suivant de CZ est sorti, celui daté du 25 avril, notre camarade Stéphane a dû refuser de le distribuer. Rappelons que Stéphane est membre de Cinquième Zone, suite à notre proposition de mettre l'un de nos camarades à disposition de ce groupe pour à la fois aider son travail, et contribuer à une collaboration entre nos deux groupes, et ce depuis janvier 1997, depuis deux ans et demi donc.

Nous sommes déjà longuement intervenus sur le contenu de ce numéro de Cinquième Zone n° 71, (voir notre texte "*Cinquième zone et le Kosovo*", daté du 5 mai). A défaut d'avoir pu discuter vraiment, nous tenons à dire ce que nous pensons par rapport à des camarades avec qui nous estimons avoir pris un engagement sérieux. Et c'est encore avec ce souci et pour nous compléter que nous reprenons la plume.

Tout d'abord, et pour reprendre les choses là où elles ont commencé, nous ne pouvons plus nous contenter de suppositions. Et puisque M.R. n'a pas écrit qu'il avait changé d'avis, nous imaginons qu'il conserve intacte sa position du 4/4, où il proposait l'idée d'une force d'interposition.

A l'époque, on pouvait passer du temps à discuter. Aujourd'hui, les faits ont tranché : non, une force d'interposition n'aurait pas épargné un seul des Kosovars dont M.R. a tant le souci. Cette solution a été proposée par bien des responsables dans la bourgeoisie, et elle a donc eu plus d'écho que ce que nous pouvions lui donner. L'OTAN n'en a eu rien à faire. Elle a montré que ce qu'elle voulait, c'est mener la guerre à Milosevic, pour le mettre à plat, lui et son pays. Elle s'est contrefoutu du sort des Kosovars.

L'espoir de M.R. de voir l'impérialisme se comporter ne serait-ce que ponctuellement de manière humaine, progressiste, ne s'est pas réalisé, à aucun moment. Même pour mettre la pâtée à Milosevic, les avions de l'OTAN estiment que cela ne vaut pas le coup de prendre trop de risques, et de descendre leurs avions au ras du sol. Du coup, ce n'est pas l'armée qu'ils visent depuis des semaines, mais les usines, les ponts, les infrastructures économiques : là, ils risquent moins d'avoir des pertes.

L'impérialisme n'est pas prêt à payer même pour démolir Milosevic, même pour simplement lui rabaisser son caquet : où donc peut résider un quelconque espoir de comportement progressiste et sur lequel nous pourrions nous appuyer, dans ces conditions ?

C'est là un problème que nous avons déjà abordé à deux reprises dans nos précédents textes. Et cela vaut la peine de s'arrêter un peu plus. Oui, la manière dont les puissances concernées mènent leur affaire nous indique qu'il ne reste vraiment rien, mais franchement plus rien de positif, rien à soutenir, et en aucune manière que ce soit, dans ce que peuvent faire de nos jours les impérialistes.

Peut-être faut-il ici redire ce que nous entendons par "impérialisme". L'impérialisme, Lénine en a donné une description quasi-géniale, car il l'a fait à un moment où il commence à peine à se former comme tel. C'est un stade du capitalisme où certains de ses caractères changent : apparition des monopoles, donc fixation des prix en dehors des lois du marché, mais sur la seule base de la situation de monopole, et en dernier ressort, du rapport de force. Ce qui fait de la fixation des prix, à leur tour, un moyen de domination, à l'égal d'une force militaire.

Depuis, l'impérialisme a évolué. Par exemple, le capital financier a pris une importance dominante ces dix ou vingt dernières années, à un point tel qu'il impose ses vues aux Etats bourgeois des pays riches. C'est probablement cette dernière mutation qui explique que l'euro a pu se créer, chose que Lutte Ouvrière avait décrété comme impossible, une monnaie ne pouvant se créer sans Etat. Ce sont les aspects et les intérêts financiers des impérialistes européens qui ont imposé la création de l'euro. Et ils l'ont imposé aux Etats eux-mêmes, passant outre une forte résistance nationale bourgeoise.

Cette nature de l'impérialisme, c'est-à-dire le caractère dominateur sur le monde du capitalisme, arrivé à un stade où il est lui-même gouverné par ses forces les plus réactionnaires, en la personne du capital financier, avec ses méthodes d'exploitation basées sur la dette et l'usure, est indispensable à avoir en vue pour imaginer ce que des forces militaires comme l'OTAN, mises à son service, peuvent faire ou pas.

Même lorsqu'il a affaire à des comportements barbares, etc., issus tout droit du Moyen Age, l'impérialisme n'intervient que pour étendre sa loi, son ordre, et cet ordre n'apporte aucun plus aux populations. L'impérialisme n'a plus besoin de s'en prendre aux racines du Moyen Age. Il se contente, partout où celui-ci règne, de le chapeauter, de prendre sa dîme, via le F.M.I. et la banque mondiale, et la dette. Ce qui, entre parenthèses, ne met en aucune sorte à égalité la dette entre pays riches, et celle entre pays dominés et impérialistes.

Notre orientation, pour ce qui concerne le groupe L'Ouvrier, en direction de la masse ouvrière (voir nos textes sur l'aristocratie ouvrière) nous amène de plus en plus à ouvrir les yeux et à voir que dans bien des régions du monde, les rapports sociaux, économiques, moraux, idéologiques, sont pour les masses bien plus proches de ceux du Moyen Age que du capitalisme. Et pourtant, nous considérons dans le même temps que le capitalisme a étendu sa domination partout.

Le cas de la Yougoslavie est aussi un cas où nous voyons le Moyen Age resurgir, sous nos yeux, en 20 ans à peine. Le capitalisme ne l'a jamais déraciné. Et même d'une certaine manière, il semble qu'on aille vers une multiplication des cas de figure où l'impérialisme s'accommode, voire s'appuie intentionnellement sur des régimes dont le comportement politique favorise ce retour vers des relations de type moyenâgeux : développement de la religion, effondrement des échanges marchands, prédominance de l'esprit de caste, d'ethnie, etc., sur les réalités de classes sociales.

Pire, on peut dire aujourd'hui que l'impérialisme lui-même est en train de faire renaître, du fait même qu'il use du système moyenâgeux de l'usure, bien des aspects obscurantistes, du fait des liens économiques auxquels il contraint le monde.

Le Siècle des Lumières est tout à fait mort. Et ce n'est pas faute d'un Marx (ou d'un M.R. ?) donnant de bons conseils à des dirigeants bourgeois bien intentionnés... L'impérialisme est repu. Au niveau mondial, il ne développe plus l'industrie, mais la dette. Il sacrifie les 3/4 de l'humanité en dehors de tout marché, la condamnant à mourir à petit feu, à ne pas vivre en être humain de la société "monde".

Certes, dans le cas de la Yougoslavie, son intention est peut-être de ramener ce pays à un niveau de vie plus proche de celui de l'Europe occidentale. Dans la mesure où il n'y a guère d'autre solution s'il veut vraiment que les côtés barbares des relations

sociales et politiques des Balkans ne continuent pas de menacer la stabilité de l'Europe. Mais même avec cet objectif particulier, qu'il est effectivement capable de réaliser (voir l'intégration économique de l'Espagne ou du Portugal dans l'Europe), sa nature lui interdit de se doter de moyens un tant soit peu humains, corrects, supportables pour les populations, pour en prendre le chemin. Chaque jour de la guerre actuelle nous le montre. Mort aux faibles, mort aux pauvres ! Voilà son mot d'ordre, et sa méthode. Et on n'a pas encore tout vu.

Madeleine Albright a dit, et cela a été repris dans *Le Monde*, qu'elle avait la hantise de Munich, qu'elle ne voulait pas laisser refaire une saloperie comme les bourgeoisies l'avaient fait lâchement avec Hitler. Et que c'était cela, un bon sentiment "progressiste" donc, qui l'animait.

Que les bourgeois se persuadent eux-mêmes et se considèrent comme menant une bonne cause, et comme étant eux les seuls vecteurs de la civilisation, cela a toujours été, qu'ils agissent de manière effectivement progressiste au regard de l'histoire, ou qu'au contraire, ils agissent de manière strictement égoïste, réactionnaire, pour le seul calcul du maintien de leur ordre sur le monde, de l'obéissance à leur pouvoir.

C'est seulement au regard d'une vision marxiste, celle du développement historique, que l'on peut considérer, dans le passé, certains actes de certaines bourgeoisies, comme progressistes, et dignes du soutien du monde ouvrier.

Les faits sont là, l'impérialisme n'a rien fait pour les Kosovars, hormis des paroles mensongères : c'est la pauvre Albanie qui supporte le poids de la seule aide réelle qui leur est apportée. Point à la ligne. Tout le reste, c'est de la propagande de pacotille. Il doit y avoir 700 000 réfugiés en Albanie, contre 2 000 en France, et la réalité n'est donc pas celle du journal télévisé. Chirac a évoqué un temps l'idée de se préoccuper d'aller parachuter des vivres pour les réfugiés de l'intérieur. Mais ça n'a pas duré beaucoup. Il cherchait seulement à affirmer sa différence.

Nous ne voyons rien de progressiste non plus dans les nationalismes qui s'opposent dans les Balkans. *"Le rapport des forces a fait que le plus souvent les Serbes ont été les oppresseurs, les autres les opprimés"*, écrit à ce sujet M.R. dans son premier texte (4/4). M.R. se rend-il compte que cela signifie que ce qu'il appelle caractère oppresseur n'est alors que le résultat, momentané, passager, du rapport de forces du moment. Le mot même de "caractère" est abusif. On peut dire pour être correct l'aspect oppresseur, ou l'attitude, etc.

Ou plus exactement, on devrait qualifier TOUS ces nationalismes d'opresseurs. Puisqu'il suffit à n'importe lequel de disposer d'un bon rapport de forces, pour se révéler comme tel. Le nationalisme de Rugova, ou celui de l'UCK, sont de ce point de vue de la même eau.

L'impérialisme n'est donc pas intervenu du côté d'un nationalisme progressiste face à un nationalisme réactionnaire. Il est intervenu contre un nationalisme en train d'opprimer, certes, ce qui lui permettait de faire mine (et seulement mine !) d'être du côté des opprimés. Cela ne change ni le caractère pourri et dominateur de l'impérialisme, ni celui tout aussi réactionnaire du nationalisme actuellement agressé.

Enfin, pour faire le tour de la situation, l'intervention de l'impérialisme n'a pas non plus modifié le caractère réactionnaire du nationalisme qu'il prétend défendre. Nous l'avons déjà dit, l'UCK a en tête une vision "grande-albanaise", qui est le symétrique de la vision grand-serbe de Milosevic, et dont le Monde Diplomatique s'est fait l'écho (numéro de mai). Et les dernières prises de position de l'UCK, traitant par exemple quasiment de traître Rugova, indiquent qu'il n'est pas en train de changer de nature.

Les marxistes que nous sommes comprennent, et sont prêts à donner acte au sentiment national des peuples, dans la mesure où ils y voient, faute d'éducation et de démocratie politique, la seule issue et la seule protection pour leur sort. Mais notre programme reste de nous battre pour préparer une fédération des peuples, car c'est la seule solution réellement viable.

Il n'y a donc rien de bien nouveau, n'en déplaise à M.R., dans ce conflit. Ou plutôt si, il y a un élément fondamentalement nouveau, mais là, nous n'allons probablement pas être d'accord. Selon nous, ce qui est nouveau, et ce par rapport aux situations qu'on a connues depuis bientôt un siècle, c'est l'absence de mouvement, de force, d'Etat ouvrier.

A propos de l'UCK, M.R. écrit dans son texte du 18/4 : *"Le mouvement ouvrier international et le mouvement révolutionnaire ignoraient même leur existence, ou presque"*. Le camarade ne voit pas que les faits qu'il décrit impliquent l'inverse de ce qu'il dit : c'est l'UCK, c'est le nationalisme qui existe à notre époque, largement. Et c'est bien parce que le mouvement ouvrier ou révolutionnaire est, lui, en totale régression, fragmentaire, qu'il n'a pu voir apparaître cette UCK.

Or, la proposition de M.R. dans ce texte consistait à s'appuyer sur le mouvement ouvrier pour indiquer que c'est là que nous devrions aller et travailler pour construire un mouvement de solidarité en direction des Kosovars. Eh bien, camarade, c'est une discussion que nous avons déjà eue : point de tel mouvement, ni ouvrier, ni révolutionnaire ! Et s'il n'en existait autre chose que des fantômes, on aurait effectivement assisté à des gestes concrets, vivants, spontanés, provenant de diverses sources.

Nous allons être un peu méchants volontairement : si le mouvement ouvrier n'était pas seulement un fantôme, M.R. lui-même ne serait pas allé chercher *"l'interposition d'une force internationale"* pour trouver une solution (4/4/99). Autant la situation actuelle nécessite que des militants, des groupes, continuent de croire et de se battre pour la reconstruction du mouvement ouvrier, autant il est indispensable dans le même temps de voir la réalité en face et de cesser de se raconter des histoires. Oui, il subsiste un résidu de mouvement ouvrier, mais SEULEMENT dans l'aristocratie ouvrière. Et c'est ce qui trompe le camarade. Et cette aristocratie, dont il nous a dit un jour qu'elle bougerait et se "prolétariserait" (le terme est de nous, il l'a dit autrement) avec l'aggravation de la crise, eh bien elle ne bouge pas. Et qu'est-ce qu'une guerre, si ce n'est une aggravation de la crise ?

Si quelqu'un doit être accusé de n'avoir pas *"su jouer son rôle"*, et de se contenter *"d'assurer, pour lui-même et ses proches, la vie au jour le jour en laissant les puissants le soin d'agir"*, c'est encore cette aristocratie ouvrière et elle seule. Parce qu'elle est consciente, cultivée, et qu'elle dispose d'organisations pour se faire entendre. Cette couche, globalement, préfère ne pas prendre de risque pour préserver ses privilèges, car elle est bien consciente de disposer de privilèges. Loin de devenir

révolutionnaire et socialiste, soucieuse de l'intérêt collectif, donc d'abord de celui des plus opprimés, cette couche se protège au contraire plus encore en situation de crise qu'en temps ordinaire.

Pour notre part, à L'Ouvrier, nous nous efforçons de côtoyer un monde un peu différent, plus généreux, mais moins cultivé. Et là, une fois dissipées (assez facilement, pouvons-nous dire) les embrouilles de la télé, les gens se montrent autrement que ce que dit Cinquième Zone. Bien sûr, la masse ouvrière se laisse aussi intoxiquer par l'attitude, et les idées émises par l'aristocratie ouvrière. N'empêche, nous ressentons une différence. Les gens ne sont pas pour la guerre. Et ils se méfient des puissants qui la mènent.

L'OUVRIER, le 17 mai 1999

28 mai 1999

ETATS D'ÂME ET BOUSSOLES

MR a beau brandir le *"devoir de discuter"*, au nom duquel il dit avoir pris l'attitude qui est la sienne *"émettre des positions, publiquement, pour entendre ce que les uns et les autres avaient à répondre"*, cela ne nous convainc guère.

Pas seulement parce qu'il a mis au bout du compte cinq semaines avant de nous répondre, c'est-à-dire bien plus que tout ce qu'on nous avait dit au début sur la durée de cette guerre. Pas non plus parce qu'il ne discute pas de nos idées, mais se contente de nous distribuer des notes, bonnes ou mauvaises. *"CZ n'attaque jamais la France, mais seulement l'OTAN"*, avions-nous écrit. Remarque juste, écrit MR, comme un prof met une annotation dans la marge. Nous avons droit à un autre bon point lorsque nous disions qu'il manquait dans Cinquième Zone *"au moins un geste en direction des ouvriers serbes"*.

Merci. Mais si nous avons pris la peine d'épingler la rédaction de Cinquième Zone pour souligner ce que nous estimons être des défaillances politiques, c'est pour mettre en lumière que c'est sa démarche-même qui est responsable de ces lacunes. Nous nous réjouissons de lire enfin clairement, sans ambiguïté ni lacune problématique, ce que doit être une politique internationaliste: *"condamner les frappes de l'OTAN, manifester sa solidarité à la classe ouvrière serbe, marquer sa solidarité avec les Kosovars"*. Cela n'était pas apparu de manière aussi équilibrée dans CZ.

Nous avons de toute évidence des désaccords politiques avec MR. Sur l'impérialisme par exemple. *"En réalité, nous dit-il, la France est la cinquième roue de la charrette"*. Et c'est pour cela que Cinquième Zone n'aurait pas pensé à s'en prendre à la France, mais seulement à l'OTAN.

La France est la seconde puissance militaire dans cette guerre, et la première européenne. Au point que la guerre est l'occasion de toute une opération politicienne en France visant à profiter de la situation pour tenter de mettre en place une défense européenne, où la France, pour tout un tas de raisons, aurait de bonnes chances de jouer le rôle de leader.

Mais MR a décidé que l'impérialisme n'existait pas. Il est rare, nous enseigne-t-il, qu'il se manifeste "*sous une forme collective et consciente*". Manque de bol : cette opération est bien une forme d'impérialisme, pour une part européen, et pour une autre part français, dans laquelle toutes les forces politiques françaises ont déjà pris position.

La France, impérialisme de troisième ordre, c'est là une rengaine que MR copie de LO, sans y avoir plus réfléchi que cela. Notre avis est que là encore, notre développement trop présent dans l'aristocratie ouvrière, nous fait prendre une position qui excuse l'impérialisme français, qui le présente presque en victime. A une époque où Vivendi achète son concurrent américain, ou Renault rachète Nissan au Japon, où AXA devient le premier assureur du monde, etc., il faudrait, comme le conseille le camarade, regarder sur quel terrain nous mettons les pieds.

Notre question de savoir son avis sur le fait que l'impérialisme peut être progressiste l'embête. Il préfère, répond-il, la vaccination des populations à leur bombardement. Il peut préférer ce qu'il veut, l'impérialisme fait les deux, car les deux vont ensemble dans son art de dominer le monde. S'il ne s'occupait pas de vacciner, peut-être que les peuples réussiraient à le faire eux-mêmes, et découvriraient, comme Cuba par exemple ou la Chine, qu'il est possible de le faire autrement, et risqueraient de faire des pas en direction du socialisme.

Mais nous pensons que la source des problèmes que connaît la rédaction de Cinquième Zone ne réside pas dans ce genre de désaccords. Nous pensons sincèrement que MR n'a pas abandonné la théorie marxiste. Malgré nos questions pressantes, et celles d'autres camarades, il ne le renie à aucun moment, sur aucun point. Il dit seulement vouloir en discuter.

Alors pourquoi s'est-il fourvoyé au point de proposer aux jeunes qui découvrent la vie et la politique une position qui revient à se mettre à la remorque des appareils d'Etat bourgeois ? Notre avis est que cela vient du fait qu'il ne discute pas des bonnes choses au bon moment. Cela peut paraître très prétentieux de notre part d'avancer cela. Mais ce n'est pas un jugement que nous faisons, mais une analyse que nous essayons de mener. Car, sur le fond, le problème nous guette tous, et nous concerne tous.

Oui, nous ne devons plus nous contenter de répéter des rengaines, de copier les solutions et les comportements du passé. Le marxisme, c'est d'abord la mise à jour des analyses, donc des solutions. Il faut donc inévitablement des remises en cause.

Mais ce qui vient de se passer nous dit une chose : nous ne pouvons pas discuter, remettre en cause nos idées de base, à n'importe quel moment. Pas en pleine guerre. L'ouverture du conflit est un fait qui nous dépasse, qui est décidé en dehors de nous, et qui nous contraint, obligatoirement, à une prise de position immédiate, sans laquelle nous risquerions de nous retrouver sinon dans le mauvais camp, du moins en dehors de l'attitude minimale indispensable pour des révolutionnaires, qui est d'affirmer la nécessité d'un combat social.

Comment prendre une telle position, urgente, immédiate, si ce n'est en faisant usage de nos boussoles ? "*Si j'avais à gravir l'Everest, je prendrais certainement ma boussole, mais je regarderais aussi où je mets les pieds*", nous dit MR. Mais, voir où

nous mettons les pieds, le fait-il lui-même ? Ne se contente-t-il pas plutôt de mettre sa boussole dans sa poche, pour se perdre un peu volontairement, et voir ensuite les réactions des uns et des autres ? Il en a le droit, mais ce n'est pas une méthode. Ni pour un marxiste, ni pour aucun scientifique.

Il déplore "*l'usage immodéré de la boussole*" par l'extrême-gauche. Mais se rend-il compte que la boussole (le marxisme) elle-même est une fabrication que nous nous sommes donnée, que nous entretenons en permanence, par la réflexion, qui a un usage particulier, qui s'apprend sur le terrain ? Comment peut-il séparer la réflexion et l'usage de boussole ? Pire, il les oppose... en espérant qu'un moindre usage de la boussole fera naître plus de réflexion !

"*Le marxisme n'est pas un arsenal*", ajoute-t-il. Eh bien, c'est le nôtre. Et nous y cherchons, nous, armes et munitions en fonction des situations et des besoins. Modestement. Ce qui ne nous empêche pas de penser que MR n'a pas le monopole de la réflexion, ni de la méthode à produire des idées. Nous pensons même avoir apporté une petite contribution à l'effort d'analyse des phénomènes, à leur compréhension, en mettant à jour l'importance de l'aristocratie ouvrière comme explication du caractère conservateur de la classe ouvrière dans les pays impérialistes. Cette idée -avec laquelle on peut être ou ne pas être d'accord-, nous l'avons extraite de notre travail sur le terrain, à force de regarder où nous mettions les pieds.

Lorsque la guerre (ou la révolution...) commence, nous n'avons pas le choix : nous devons sortir nos boussoles. Toute autre attitude ne peut que nous perdre. Et les réflexions de MR ne nous ont pas beaucoup aidé. Il peut qualifier notre attitude de "*renoncement*", nous pourrions lui renvoyer le mot facilement. Mais surtout, nous sommes fondés à lui indiquer tout de même qu'il prétend lancer une remise en cause des armes mêmes que nous avons élaborées, et ce, en pleine guerre (au propre comme au figuré).

Tout chef d'Etat major qui aurait ce comportement serait immédiatement limogé. Cela revient, au moment où la bataille vient de débiter, à remettre en cause l'arsenal qu'on s'est fabriqué, au prix d'un dur labeur, et avec lequel on s'est préparé et entraîné. Cela se conçoit de mettre à jour nos armements, de les perfectionner, de les moderniser, etc., etc., mais cela se fait avant (et aussi, après) mais pas pendant la bataille.

Nous avons pour notre part réfléchi un minimum au problème d'une intervention militaire française et à notre position, non pas à la veille de cette guerre, mais déjà il y a 5 ans, lorsque la France poussait à la guerre pour la Bosnie. Nous avons écrit un édito "*Comprendre avant de risquer de mourir*", daté du 14/2/94. Nous avons dit que nous considérions qu'une telle guerre ne serait pas humanitaire, et qu'elle ne serait qu'une occasion de chercher à améliorer influence et pouvoir. Ce texte, MR l'a lu, ou au moins, l'a eu. Que n'y a-t-il réfléchi entre temps !

Le camarade conclut en disant qu'il doute qu'une absence d'état d'âme "*conduise très loin*." Il devrait faire un peu attention à ce qu'il écrit. Nous ne prétendons pas décider, pour notre part, qui ira loin ou pas. Quant aux états d'âme, nous en avons, ô combien. Il m'est arrivé, par exemple, de signer un chèque pour les kurdes d'Irak, à défaut de faire autre chose. Toute notre existence est un immense état d'âme. Mais

lorsqu'il faut se mettre à rouler, un conducteur ne doit pas prendre un état d'âme pour une boussole.

Verso, le 28 mai 1999

9 juin 1999

MR 9 06 1999

Chers camarades de L'Ouvrier

Comme vous le savez, je vous reconnais de nombreuses qualités mais je suis pourtant inquiet de vos deux derniers textes qui me semblent plus approximatifs que ce à quoi vous m'aviez habitué.

J'avais cité quelques exemples dans mon dernier courrier (S'interroger n'est pas "préconiser", les raisons non explicitées de votre éberluement devant *Bienheureux mes camarades*, le fait de me gronder pour l'usage d'un mot que je n'ai pas utilisé). J'en relève d'autres dans la lettre de Verso du 28 mai (*Etats d'âme et boussoles*). Ce sont des vétilles et je ne réclame bien entendu pas la discussion de ces points. Je ne les signale que pour qu'on en finisse avec ces incidentes approximatifs qui diluent la discussion.

1) « MR a décidé que l'impérialisme n'existait pas. Il est rare, nous enseigne-t-il, qu'il se manifeste "sous une forme collective et consciente". Manque de bol : cette opération [celle de l'OTAN] est bien une forme d'impérialisme" assure V. J'avais écrit : "II [l'impérialisme] ne se manifeste que rarement sous une forme collective et consciente (comme actuellement sous la forme de l'OTAN ou pendant la guerre du Golfe sous celle de l'ONU)", soit (à moins que quelque chose ne m'échappe), exactement ce que Verso me reproche de ne pas voir ! Je ne comprends pas.

2) Je ne "discute pas de nos idées [celles de L'Ouvrier] mais [je me] contente de distribuer des notes, bonnes ou mauvaises" assure Verso. Et, pour preuve, de citer deux exemples ("CZ n'attaque jamais la France [...] remarque juste écrit MR, comme un prof qui met une annotation dans la marge. Nous avons droit à un autre bon point lorsque nous disions qu'il manquait dans CZ "au moins un geste en direction des ouvriers serbes"). Ma réponse faisait 22 134 signes, Verso en retient 583 pour assurer que je ne discute pas mais distribue des bons points. Est-ce bien raisonnable ?

Il me semblait évident que ce qu'il appelle des "bons points" était une façon de reconnaître que la critique était juste. Que nous aurions pu (dû !) nous exprimer explicitement sur ces questions, même si elles n'étaient pas le cœur du problème. Je m'étonne de voir V. essayer d'en tirer un médiocre avantage polémique.

3) Un dernier exemple pour en finir : "C'est pour cela (parce que la France est la cinquième roue de la charrette) que CZ n'aurait pas pensé à s'en prendre à la France mais seulement à l'OTAN". Le conditionnel suggère qu'il y a une autre explication. Laquelle ?

Fort heureusement (encore un bon point ?) la lettre de V. ne se limite pas à ça. Il revient principalement sur : l'impérialisme et sur le bon usage de la boussole.

L'impérialisme.

"Notre question de savoir son avis sur le fait que l'impérialisme peut-être progressiste l'embête" dit V. Je le reconnais volontiers, comme toute question politique posée en des termes abstraits.

Est "progressiste", toute société qui, développant les forces productives rapproche la planète du moment où la production sera suffisamment abondante (et où l'organisation de la répartition le permettra) pour que chacun lui apporte selon ses possibilités et reçoive selon ses besoins. Un exemple tiré des classiques : Barta estimait, (en novembre 1940 !), que si Hitler réussissait réellement à unifier l'Europe, il jouerait un rôle progressiste.

« Hitler l'unificateur du continent voilà le slogan. Si c'était vrai, cela entraînerait des conséquences décisives pour nous marxistes ; il faudrait alors réviser théoriquement et pratiquement, notre attitude vis à vis du fascisme. Car quels que soient les moyens employés, une unification de l'Europe, même sur des bases capitalistes, serait un nouveau point de départ pour une nouvelle croissance des forces productives et donc de la culture européenne (voir les thèses de la IV^e Internationale et la guerre, 1934) [...] La suppression des frontières et des barrières douanières, en donnant un nouvel essor au développement économique et culturel saperait la base même du fascisme -l'économie nationale- et préparerait des bases infiniment meilleures pour une offensive révolutionnaire des masses, ultérieure ». Barta, brochure de novembre 40, Cahiers LT, n°49, p.50.

La crise révolutionnaire attendue au cours ou à la fin de la guerre ne s'est pas produite (ou pas assez, ou a été contenue par le stalinisme, je passe pour faire vite), l'impérialisme a effectivement trouvé un nouveau souffle et s'est montré capable de développer les forces productives d'une façon inouïe. Pendant les 30 glorieuses mais encore, à un rythme moindre, depuis la "crise". De ce point de vue, l'Europe (du capital !) ou l'Alena ou encore la phase actuelle de "mondialisation" sont des progrès par rapport à la situation antérieure.

Pour autant, faudrait-il cesser de combattre l'impérialisme ? Évidemment non. Parce que son développement s'accompagne de souffrances insupportables pour les 4/5 de la population du globe (tout comme l'essor du capitalisme progressiste du XIX^e siècle s'était accompagné du martyre des classes ouvrières européennes et des horreurs de la colonisation). Parce que la lutte de classes continue et qu'il faut choisir son camp. Parce que la période d'essor économique engagée par les 30 glorieuses ne durera pas éternellement, Le fonctionnement même du capitalisme, comme chacun sait, s'accompagne de crises et je suis convaincu de la nécessité d'une autre organisation économique et sociale. Il faudrait d'ailleurs se demander si nous ne sommes pas entrés dans une nouvelle période où le ralentissement de l'expansion suffirait à provoquer des tensions sociales suffisamment aiguës pour déboucher sur des crises majeures. Mais ça ne se décrète pas, et la réponse ne se trouve dans aucun arsenal. Il faut étudier, chercher.

C'est loin d'être un texte fondamental mais je me suis expliqué dans une petite brochure de 1995 critiquant les positions de LO. *La situation du mouvement ouvrier révolutionnaire* (publication GET).

Être anti-impérialiste? Évidemment, Faut-il pour autant soutenir que la société "impérialiste" n'a fait aucun progrès depuis soixante ans et, comme le fait V. que si l'impérialisme "ne s'occupait pas de vacciner, peut-être les peuples réussiraient à le faire eux-mêmes, et découvriraient, comme Cuba ou la Chine, qu'il est possible de le faire autrement, et risqueraient de faire des pas en direction du socialisme" ? La pandémie du Sida en Afrique, contre laquelle pratiquement rien n'est fait, apporte une réponse tragique à la question de V.

Stop la boussole !

Verso me reproche d'avoir mis cinq semaines à répondre. Je n'en suis pas fier, et je m'en suis excusé et je m'en excuse encore.

Il donne lui-même l'explication à sa rapidité et celle de ma lenteur : *"Nous ne pouvons pas discuter remettre en cause nos idées de base à n'importe quel moment. Pas en pleine guerre. L'ouverture du conflit est un fait qui nous dépasse [...] qui nous contraint, obligatoirement, à une prise de position immédiate". "Lorsque la guerre (ou la révolution...) commence, nous n'avons pas le choix : nous devons sortir nos boussoles". Évidemment, ça va plus vite que d'essayer d'élaborer une réponse adaptée à la situation concrète.*

Cela étant, (et je m'en réjouis sincèrement) il y a une différence entre ce que disait L'Ouvrier dans *CZ et le Kosovo* (*"Notre conviction est que ce ne sont pas tant les idées nouvelles qui manquent aux révolutionnaires. Nous ressentons plutôt de notre côté que le mouvement ouvrier nous en a légué un arsenal impressionnant"*) et ce qu'écrit Verso dans sa dernière lettre : *Cela se conçoit de mettre à jour nos armements, de les perfectionner, de les moderniser, etc, mais cela se fait avant (et aussi, après) mais pas pendant la bataille".* Donc, si je comprends bien, il est devenu légitime de discuter, d'hésiter, de chercher, mais pas pendant les périodes de tensions vive (guerre ou révolution).

Ca a l'air solide, cohérent, sérieux. Mais c'est quand même erroné !

Comme chacun sait, "la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens".

On ne voit pas en quoi elle dispenserait de la discussion et de la réflexion politiques.

Au contraire !

La dramatisation est, en outre, ici, assez artificielle : ce que nous représentons les uns et les autres ne nous place pas devant des responsabilités écrasantes. Et finalement encore moins Verso (qui écrivait en substance dans son premier courrier qu'on ne pouvait rien faire si ce n'est de la propagande) que ceux qui se posaient le problème de marquer activement leur solidarité à la classe ouvrière kosovare (fût-ce symboliquement).

Enfin et surtout, ce que dit Verso est démenti par toute l'histoire de la pensée (et de l'action) révolutionnaire vivante. Si Lénine avait adopté son attitude (c'est la guerre et la révolution, ce n'est pas le moment de discuter, de remettre en cause nos idées de base), il n'aurait jamais, par exemple, conçu et fait adopter les *Thèses d'avril*, contre toutes les traditions et toutes les boussoles bolcheviques. Relisez les arguments (la tradition, la tradition, la boussole !) que lui opposaient les Vieux bolcheviks ! Il n'aurait jamais imposé l'insurrection (le "coup d'Etat" selon Kamenev et Zinoviev) ni proposé la NEP. Trotsky n'aurait jamais orienté ses partisans vers la construction de la IV après la victoire de Hitler. Idem pour Barta à son niveau. La création du SDR allait à l'encontre de toutes les idées conservées dans les "arsenaux" !

La thèse selon laquelle, quand c'est la guerre (ou la révolution) il faut se cramponner, courir aux arsenaux et s'en remettre aux boussoles est une fausse bonne idée. Vraiment.

Entendons-nous. Je ne me prends pas pour ce que je ne suis pas et je n'exige de personne qu'il le soit. Mais même à notre (petit) niveau, nous devons faire ce que nous pouvons pour que la réflexion politique éclaire les phénomènes tels qu'ils sont, et pas tels que sont décrits ceux d'hier dans les manuels. Je ne fais évidemment pas l'éloge de l'ignorance, il faut s'aider de ce qui figure dans les ouvrages marxistes (et les autres).

Ce n'est pas de la coquetterie intellectuelle. C'est au contraire essayer d'être marxiste.

Convoi syndical pour les Balkans

J'ai évidemment été très content de voir les camarades de *L'Ouvrier* s'associer matériellement et politiquement au convoi syndical pour les Balkans. Pour le convoi lui-même et pour le geste symbolique qu'il représente à l'égard de ceux des militants ouvriers kosovars, monténégrins et macédoniens qui seront informés. Mais aussi, parce que, contrairement à ce que dit V. dans sa lettre, notre discussion aussi peu satisfaisante qu'elle soit, a, je crois, ne serait-ce qu'un peu préparé le terrain. Je ne pense pas, à lire ce que vous écriviez (première lettre de V. et CZ et le Kosovo, mais je peux me tromper) que vous auriez, même seuls, trouvé une solution dans cette direction, du moins au début.

Je reviendrai plus longuement sur ce convoi et sur l'importance qu'il a à mes yeux dans une réponse à H. de Limoges. Mais je tenais à vous dire combien je me réjouis de votre capacité à entendre les arguments et à en tenir compte. Car je veux croire que cela a bien été le cas.

Amicalement,
MR 09 06 1999

***Section SUD RAIL
du dépôt de P.S.O.***

la guerre au Kosovo : l'impasse du nationalisme et la solution internationaliste

Le Kosovo est une région de la Yougoslavie dont le dictateur Milosevic veut expulser les Albanais pour ne conserver que des Serbes. Un être humain normalement constitué, qui voit et entend cela, ne peut que se dire : "Oui, il vaut mieux essayer de faire quelque chose."

Mais si les gens vivent mal, sont malheureux, au Kosovo, en Yougoslavie, ou ailleurs, ce n'est jamais un phénomène naturel. C'est qu'il y a des riches et des pauvres, et partout, les riches, peu nombreux, profitent du travail des pauvres, bien plus nombreux. Partout, les dirigeants, les gouvernants ne sont qu'au service des riches.

Et partout aussi, les pauvres, les travailleurs dont le travail et l'exploitation rapportent les richesses, se révoltent, essaient de lutter contre l'injustice qui leur est faite. Et partout, enfin, le travail des dirigeants qui se partagent la domination du monde et des peuples, c'est d'étouffer ces luttes, de les émietter, ou de les écraser. Et lorsqu'ils ne peuvent pas y arriver, ils essaient au moins de les orienter dans une direction moins dangereuse pour eux.

Cette domination des riches sur les pauvres, les dirigeants des pays riches, américains, français, anglais ou allemands, non seulement ne la dénoncent pas, mais ils en sont les plus solides remparts.

Par rapport aux pays riches, les pays pauvres sont dans la même situation qu'un modeste ouvrier ou un chômeur face à son banquier : constamment endettés, ils sont

bien obligés de lui confier tout leur argent, et devront lui rendre des comptes et lui obéir.

Les dirigeants des pays riches se disent démocrates, et dénoncent Milosevic ou Saddam Hussein qu'ils accusent d'être des dictateurs envers leur peuple. Mais pour deux ou trois dictateurs dénoncés, il y en a des dizaines avec lesquels ils collaborent. Comme ils l'ont fait avec Mobutu au Zaïre, Pinochet au Chili.

En France, aux USA, dans les pays riches, la domination sur les travailleurs et les pauvres se fait plus en douceur, par une exploitation moins ouverte. Par la possibilité aussi de mettre au gouvernement des équipes qu'on dit de gauche, soi-disant plus proches de la population, mais qui font finalement le programme des classes riches une fois au pouvoir. Dans les pays pauvres, on n'a pas de quoi se payer ces équipes de rechange, et il coûte moins cher d'utiliser les balles de la répression, et de gouverner par la peur.

Les pays qui dominent ainsi le monde, sont peu nombreux. Si les USA, la France, l'Angleterre, l'Allemagne et le Japon sont en première ligne de ce système impérialiste, ils le doivent à des décennies, des siècles, où ils ont tout simplement plus pillé, plus colonisé, plus utilisé l'esclavage, bref plus exploité le monde qu'aucun autre.

La classe mondiale des riches, avec à sa tête la bourgeoisie, tire aujourd'hui sa force, sa richesse et sa puissance, de l'exploitation à travers le monde de centaines de millions d'ouvriers. Et cette classe ne tient que par une solidarité indispensable entre dirigeants du monde. Dans les pays pauvres, elle a besoin du soutien de sa grande soeur des pays riches face aux révoltes, plus prêt d'éclater. Dans les pays riches, elle a besoin que l'exploitation forcée des pays pauvres continue. Et elle l'utilise pour nous dire qu'on devrait se satisfaire égoïstement de cette situation, puisqu'en France, on vit tout de même mieux.

Ceci dit, entre riches, il n'y a pas non plus d'égalité. La bourgeoisie américaine ou française vit et se considère bien au-dessus de sa consœur de Yougoslavie, par exemple. Ces bourgeois des pays riches ne se privent pas de donner des leçons dans l'art de diriger les peuples.

Ce qu'ils reprochent à Milosevic, c'est de ne pas avoir voulu leur obéir, et accepter leur plan d'autonomie du Kosovo, où les albanais sont majoritaires. Mais Milosevic n'avait gagné son pouvoir qu'en promettant aux serbes de faire du Kosovo une terre serbe.

Milosevic ne dérangeait pas les dirigeants des pays riches du fait de ses méthodes dictatoriales, violentes, odieuses avec la population. Ils l'ont d'ailleurs laissé faire ainsi pendant près de dix ans. De même que les dirigeants nationalistes croate ou bosniaque, avec les mêmes méthodes.

Les dirigeants européens ou américains préfèrent toute solution qui maintient

les peuples dans l'obéissance et la division, à une liberté ou à une union qui pourrait déboucher sur une révolte efficace contre l'oppression. Et c'est pourquoi ils ont laissé faire Milosevic si longtemps.

Ils connaissent l'histoire. ils savent que c'est possible, que les populations peuvent s'unir de manière efficace. Dans les années 1918-1920, dans toute l'Europe, les peuples se sont rejoints dans un immense élan de fraternité. Ils en avaient marre de la guerre commencée en 1914. Les horreurs ont fini par les pousser à trouver le chemin de la fraternisation, c'est-à-dire, de la révolution sociale. Finalement, cette révolution a été vaincue, et le pouvoir des bourgeois a tenu le coup.

Mais leur problème demeure : comment si peu de privilégiés doivent-ils s'y prendre pour maintenir dans l'oppression et l'exploitation tant de monde ? Dans leur arsenal, le poison du nationalisme revient en permanence, et partout.

Toute la région des Balkans est pauvre, et gravement endettée auprès des banques européennes et américaines (70 milliards de francs pour la seule Serbie). Si on veut vraiment venir en aide aux populations, pourquoi ne pas décider immédiatement d'annuler cette dette ? Le salaire actuel en Yougoslavie est de 15 F par jour environ. Et le chômage de 50%. Voilà ce que vivent les populations, qu'elles soient Serbes, Croates, ou Albanaises !

L'intervention militaire des pays riches ne gagne aucun Serbe à la cause des albanais du Kosovo. Pire, ces bombes ont convaincu des milliers de serbes, que nous, ici, français, serions leurs ennemis. C'est pourquoi c'est un devoir pour les travailleurs de participer aux manifestations publiques contre la guerre.

Notre arme et notre espoir, c'est l'internationalisme. C'est l'idée que les peuples sont tous frères, et que cette fraternité pourra se concrétiser le jour où nous nous débarrasserons de tous ces gouvernants imposés d'en haut par les profiteurs de toutes sortes. Voilà l'idée qu'il faut semer, partout, de toute urgence, et avec force.

Ce qui peut représenter un espoir, c'est une force, un mouvement ouvrier capable de regrouper ensemble des Albanais et des Serbes, des Français et des Yougoslaves, des Palestiniens et des Israéliens, ouvert à tous les peuples. Seul un tel mouvement peut espérer gagner un peuple contre ses dirigeants.

Et ce que nous devons dénoncer avant tout ici, en France, c'est la responsabilité de nos patrons, de nos banquiers, derrière les belles paroles et les opérations dites humanitaires des politiciens à leur service.

le 6 avril 1999